



Rapport Annuel

2006





M. Tariq SIJILMASSI

Président du
Crédit Agricole du Maroc

Le rapport annuel 2006 présente pour tout le personnel du Crédit Agricole du Maroc une saveur particulière.

Sur le fond, il met en relief les efforts consentis par la Banque pour rétablir ses équilibres financiers. En effet, au courant de cette année, le Crédit Agricole du Maroc fort d'un dynamisme commercial soutenu, d'une refonte en profondeur de ses outils et process de gestion, ainsi que d'une bonne maîtrise des risques, a renoué avec les bénéfices.

Le réseau de la banque, 3^{ème} de la place, son repositionnement sur les métiers clefs de l'économie marocaine, l'implication et le professionnalisme de son personnel, laissent présager des progressions spectaculaires pour les exercices à venir.

Sur la forme, la séparation du rapport en deux opus, l'un réservé au métier de la Banque Universelle, et l'autre à la mission de service public et au soutien du monde rural témoigne également d'un virage stratégique.

En effet, la clarification des lignes métiers a abouti à une séparation progressive mais irréversible des deux activités, l'une se nourrissant de l'autre. Cela apporte une meilleure lisibilité des comptes, et une meilleure appréciation des performances réelles de la Banque.

Cette tendance s'accroîtra dans les années à venir par le renforcement des structures existantes, notamment avec la Fondation Ardi pour le micro crédit, et par la création de nouvelles filiales, spécialisées dans le financement de l'agriculture.

Je suis convaincu que cette politique, qui consiste en une ouverture vers de nouveaux métiers, une recherche permanente de la performance, dans le respect de nos traditions et de l'histoire de notre banque est porteuse d'avenir. Elle sauvegarde les fondamentaux de notre métier de banquier, tout en préservant notre place particulière dans l'économie nationale, au service du développement du monde rural marocain.

C'est notre défi, c'est notre engagement.



Le Crédit Agricole du Maroc, Banque Universelle

Gouvernance	8
Conseil de surveillance	8
Top Management	9
Comité & organigramme	13
L'année 2006 en chiffres	16
Faits Marquants	18
L'environnement	22
Environnement International	24
Environnement Marocain	25
Environnement Bancaire et Financier	28
Performances du CAM en 2006	30
Activité Générale	32
BFI - Banque de Financement et d'Investissement	36
Les chantiers du CAM	42
Capital Humain	44
Communication Interne et Culture d'Entreprise	46
Produits et Services	48
Gestion du Risque	52
Système Informatique	57
Fonction comptable	59
Rapport Financier	62
Rapport des Commissaires aux Comptes	64
Résultats Financiers	66
Etats de synthèse	68



Le Crédit Agricole du Maroc, Banque Verte

Mission de service public du Crédit Agricole	6
Environnement agricole	10
Evolution du secteur agricole	12
Conjoncture agricole internationale	12
Conjoncture agricole nationale	13
Axes Stratégiques en matière de financement à l'agriculture	23
La banque partenaire du monde rural	24
Fondation Ardi pour le micro crédit	26
Action citoyenne	28
Baisse des taux d'intérêt	29
Moyen d'actions	30
Conventions de partenariat	32
Fonds d'investissement	33
Fonds de développement agricole	35
Assurance sécheresse	35
Une nouvelle offre de financement	36
Gamme de produits et services	35
Réseau et force de vente des caisses locales et régionales	39
Evénements majeurs	40
Chiffres clés du Crédit Agricole	42
Financement du secteur agricole par le CAM	44
Réalisation en matière de décaissement agricole (Répartition CT, MT, Régions etc)	44





Conseil de Surveillance

- **Monsieur Driss JETTOU,**
Premier Ministre **Président**
- **M. Mohand LAENSER,**
Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural
et des Pêches Maritimes **1^{er} Vice - Président**
- **M. Fathallah OUALALOU,**
Ministre des Finances et de la Privatisation **2^{ème} Vice - Président**
- **M. Moha MARGHI,**
Secrétaire Général - Ministère de l'Agriculture
du Développement Rural et des Pêches Maritimes
- **M. Nour-eddine BOUTAYEB,**
Wali Directeur des Collectivités Locales
(Ministère de l'Intérieur)
- **M. Zouhair CHORFI,**
Directeur de la Direction du Trésor et des Finances
Extérieures - Ministère des Finances et de la Privatisation
- **M. Hassane SERGHINI IDRISI,**
Directeur de la Direction de la Programmation et des Affaires
Economiques - Ministère de l'Agriculture, du Développement
Rural et des Pêches Maritimes
- **M. Abdelaziz TALBI,**
Directeur de la Direction des Entreprises Publiques et de la
Privatisation - Ministère des Finances et de la Privatisation
- La Banque Nationale de Développement Economique,
représentée par Monsieur **Ali HARRAJ**
- **La Mutuelle Agricole Marocaine d'Assurances,**
représentée par son **PDG**
- **Mme Fatim - Ezzahra LARHRIB,**
Secrétaire du Conseil de Surveillance

Directoire

- **Monsieur Tariq SIJILMASSI,**
Président du Directoire
- **Monsieur Karim BELMAACHI,**
Directeur Général
- **Monsieur Jamal Eddine EL JAMALI,**
Secrétaire Général
- **Mme Fatim - Ezzahra LARHRIB,**
Secrétaire du Directoire

Le Top Management



M. Karim BELMAACHI,
Directeur Général

Pôle Banque Commerciale :

Direction Centrale du Réseau :

- Direction Pilotage Commercial
- 5 DIVISIONS

Abderrahman SENIHJI

Mohammed ZAGHRAOUI

Direction Centrale des Marchés :

- Marché PMEA
- Marché Particuliers/MRE
- Marché Filières Alimentaires
- Marché Professionnels & PME/PMI
- Safacred (*)
- Direction Produits Alternatifs

Fatiha BERRIMA

Jalal BOUCHAMA

Zakia HAZZAZ

Saïd LAGHCHIM

Abdelfettah EL JOUHARI

Ali ISSARI

Miloudi CHEBBAR

(*) la dénomination est en cours de changement

Pôle Banque de Financement et d'Investissement :

- Direction de l'International
- Direction Activités des Marchés
- Direction Marché du corporate
- Holdagro

Mohamed FAKHREDDINE

Abdelaziz ENASRI

Abdelaziz CHAKIR

Tarik HADDI

Pôle Production et Finance :

Direction Centrale de la Production

- Direction Systèmes d'Information
- Direction Traitements Bancaires

Abdelmounaim DINIA

Abdelmounaim DINIA

Ahmed TAYABI

Direction Centrale Financière

- Direction Planification Financière et Contrôle de Gestion
- Direction Comptabilité

Fouad CHIKRI

Yassir BENBRIK

Abdelmoughit BENNANI

Le Top Management

M. Jamal Eddine EL JAMALI,
Secrétaire Général



Pôle Développement Rural :

- | | |
|--|--------------------|
| • Direction Veille Sectorielle & Conventions | Mustapha BEL AHMAR |
| • Task Force SFAR | |
| • Direction Action Citoyenne | Lahcen AL AMELI |
| • Fondation ARDI pour le Micro-Crédit | Benaissa AKERKACHE |

Pôle Moyens :

Direction du Budget et des Achats

- | | |
|-------------------------------|----------------------|
| • Direction Achats | My Slimane EL WALI |
| • Direction Budget des achats | My Slimane EL WALI |
| | Mustapha ait EL OURF |

Direction Centrale des Moyens Logistiques

- | | |
|-------------------------------------|----------------------|
| • Direction Logistique Exploitation | Abdelhdil EZ-ZARZARI |
| • Direction Logistique Sociale | Ahmed MOULINE |
| • Direction Patrimoine Immobilier | Allal CHAFKI |
| | Abderrahmane RHAZI |

M. Mohamed EL AYYADI
Directeur Général Adjoint



Pôle Risques :

- Direction Engagements
- Direction Recouvrement et Contentieux
- Direction Suivi des Risques
- Direction Juridique
- Cellule Notariat

Rachid KIFANI
Ali BARRAKAT
Abdelaziz OUADRHIRI
Abdelhafid CHENTOUF
Fadoua DOUKALI



M. Ahmed LAFQUI
Directeur Général Adjoint

Contrôle Général :

- Contrôleur Général Adjoint
- Secrétariat Permanent du Contrôle Général
- Direction de l'inspection Centrale et des UCR
- Direction de la Veille Métiers et de l'Audit
- Direction de l'inspection des Métiers Support
- Direction du Contrôle des Filiales et de la Mission de service public

Hassan MOLINA
Mustapha CHERRADI
Karim OMARY
Abdelkrim BOUBIA
Fouad GUERRAoui



Divisions et Directions Régionales

Division du Grand Casablanca

- Direction Régionale Particuliers et Professionnels
- Direction Régionale Entreprises Grand Casablanca

Lotfi MEZOUAR

El Mostapha BENSALTANA
Jalal LAOUD

Division de Rabat Gharb Nord

- Direction Régionale Entreprises Rabat Nord
- Direction Régionale PPA Rabat
- Direction Régionale PPA Gharb Nord
- Direction Régionale PPA Tanger

Nabil SALMI

Ouafae CHEKROUN
Nabil CHAKOR
Jamal HACHEM
Mohamed AFI

Division du Centre

- Direction Régionale PPA Marrakech Haouz
- Direction Régionale PPA Tadla Sraghna
- Direction Régionale Entreprises Centre
- Direction Régionale PPA Chaouia Ouardigha
- Direction Régionale PPA Doukkala Abda

Mohamed MESKINI

Abdeljalil ZINE EL AABIDINE
Mustapha CHEHHAR
Badr AZZAM
Mohamed SOUAF
Mohamed EL GUARTI

Division du Centre Est

- Direction Régionale PPA Fès Centre Nord
- Direction Régionale PPA Meknès Tafilalet
- Direction Régionale PPA Oriental
- Direction Régionale Entreprises Centre Est

Farouk BOUHLAL

Mustapha DAHROUR
Abderrahim BELMIR
Abdelali REGAG
Mohamed AMGHAR

Division du Sud

- Direction Régionale PPA du Sud
- Direction Entreprises du Sud

Driss ISMAILI

Mohamed OUCHKIF
Said ANZID

Contrôle Externe

Commissaires Aux Comptes

- Coopers & Lybrand (Maroc) S.A
- Ernst & Young.

Commissaire du Gouvernement

Monsieur Ali BEDRANE



Les Comités du siège et du réseau

Comité des activités à l'international

Comité d'Investissement

Comité “ Marché des Marocains Résidents à l'Etranger (MRE) “

Comité d'Audit

Comité de crédit et recouvrement du siège

Comité interne de crédit et recouvrement du siège

Comité des grands risques

Comité risque agricole

Comité contrôle général et juridique

Comité de dépassement mensuel

Organigramme

Directoire

Secrétariats du Directoire

- Comité Stratégiques
- Comité de Contrôle Général et Juridique
- Comité Capital Humain
- Comité de Crédit
- Comité d'Exploitation

Pôle Banque Commerciale

Direction Centrale du Réseau

Direction Pilotage Commercial
5 DIVISIONS
Directions Particuliers et Agriculture
Directions Entreprise
Unités Régionales ...

Direction Centrale des Marchés

Marché PMEA
Marché Particuliers/MRE
Marché Filières Alimentaires
Marché Professionnels & PME/PMI
Safacred
D. Produits Alternatifs

Pôle Banque de Financement et d'Investissement

D. de l'International
D. Activités des Marchés
D. Marché du corporate
Holdagro

Pôle Développement Rural

D. Veille Sectorielle & Conventions
Task Force SFAR
D. Action Citoyenne
Fondation ARDI pour le Micro-Crédit

Direction

D. B

Directoire

Comité du Conseil de Surveillance

- Conseillers du Directoire
- D. Marketing et Communication
- D. Ressources Humaines
- D. Organisation et Pilotage des Projets
- D. Contrôle Général
- D. Environnement Interne
- D. Conformité & Déontologie

Pôle Moyens

Direction du Budget et des Achats

D. Achats
Budget des achats

Direction Centrale des Moyens Logistiques

D. Logistique Exploitation
D. Logistique Sociale
D. Patrimoine Immobilier

Pôle Risques

D. Engagements
D. Recouvrement et Contentieux
D. Suivi des Risques
D. Juridique
Cellule Notariat

Pôle Production et Finance

Direction Centrale de la Production

D. Systèmes d'Information
D. Traitements Bancaires

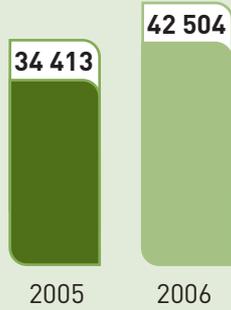
Direction Centrale Financière

D. Planification Financière et Contrôle de Gestion
D. Comptabilité

L'année 2006 en chiffres

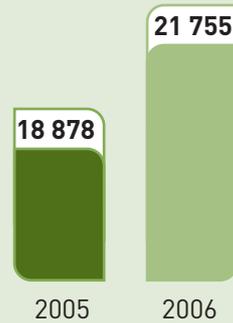
Total Bilan entre 2005/2006
(en millions de dirhams)

+8091
millions de dirhams



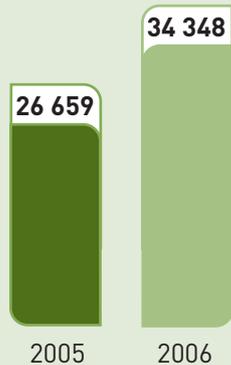
Créances Clientèle (saines)
entre 2005/2006
(en millions de dirhams)

+2877
millions de dirhams



Dépôts Clientèle entre 2005/2006
(en millions de dirhams)

+7689
millions de dirhams



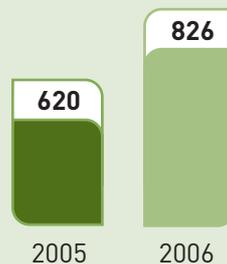
**Produit Net Bancaire entre 2005/2006
(en millions de dirhams)**

+303
millions de dirhams



**Résultat brut d'exploitation
entre 2005/2006
(en millions de dirhams)**

+206
millions de dirhams



Faits marquants

Banque Universelle

Janvier 01

Tenue de la 6^{ème} Convention du Crédit Agricole du Maroc à Rabat sous le thème : " le meilleur est à venir ".

03 Mars

Lancement du projet " Culture d'Entreprise ".

Février 02

Signature du Contrat Programme ETAT- CAM 2005 - 2008.

04 Avril

Lancement du " Plan d'Action Social CAP 2008 ".

Organisation d'une Journée Porte Ouverte avec les Parlementaires.

05 Mai

Institution du Comité d'Investissement, chargé de mettre en œuvre la stratégie d'intervention du CAM sur les marchés financiers.

Juin 06

Création du Fonds de Solidarité en faveur du personnel du CAM.

Juillet 07

Elargissement de la commercialisation des cartes bancaires, Visa Gold et Gold Plus aux personnes morales détentrices de comptes courants.

09 Septembre

Migration des Agences BMAO vers le système d'information du CAM dans le cadre de la fusion informatique et comptable.

08 Août

Nomination de Messieurs **Karim BELMAACHI**, en qualité de Directeur Général du CAM et **Jamal Eddine EL JAMALI**, en qualité de Secrétaire Général du CAM.

Octobre 10

Mise en place du " Plan Habitat CAM ", facilitant l'accès du personnel à la propriété dans les meilleures conditions techniques et de prix.

Mise en place d'automates de change pour les opérations d'achat de devises auprès des particuliers.

11 Novembre

Participation à une journée d'information organisée par le Gouvernement, sous le thème " Initiatives Gouvernementales en faveur des Artisans et Commerçants".

Participation du CAM au 3^{ème} Salon de l'enseignement, manifestation organisée par la Fondation Mohamed VI.

Mise à niveau de l'offre du CAM pour le segment PME - PMI dans le cadre de la Convention signée en novembre 2005, entre le GPBM et la Fédération Nationale des PME-PMI.

Lancement de Dar El Fellah.

Décembre 12

Participation du CAM au Salon international de la filière fruits & légumes (Sifel) tenu à Agadir.

Faits marquants

Banque Verte

Janvier 01

Convention interne de la banque.

03 Mars

Foire des secteurs laitiers à Settat.

Journées de sensibilisation sur le lait à Chaoui-Ouardigha, Settat, et Ben Slimane

Forum filière horticole.

Février 02

Signature du Contrat Programme ETAT- CAM 2005 - 2008.

Participation au Salon International de l'agro industrie et de l'agro alimentaire.

04 Avril

Organisation d'une Journée Porte Ouverte avec les Parlementaires.

Participation au 1^{er} Salon International de l'Agriculture de Meknès SIAGRIM.

Festival Fquih Bensalah

Participation au Moussem Sidi Bni nser.

05 Mai

CAM Sponsor officiel de la 4^{ème} édition du Salon International de l'olivier "OLEA 2006", Marrakech.

Participation au Festival de la Rose.

Juin 06

Organisation d'un séminaire interne sur la redynamisation de financement de l'Agriculture.

Participation à la première édition du Salon International de l'agro-industrie au Maroc.

Organisation du 1^{er} Forum de l'investissement dans le secteur oléicole (FIO I) initié par le CAM.

Lancement de la nouvelle offre de financement de l'agriculture : Crédit Achamil

Participation au Festival de Zoumi.

Juillet 07

Signature de la Convention de partenariat CAM-MFB pour le financement des exportations des affiliés du MFB dans les meilleures conditions.

Participation du CAM à la foire des vétérinaires au palais des congrès à Marrakech.

Journée des raisins à Settat.

08 Août

Participation du CAM au festival de Boulemane

09 Septembre

Journée de l'olivier dans le TADLA.

Octobre 10

Annnonce officielle de la baisse des taux d'intérêt des crédits à l'agriculture, court et moyen termes.

Lancement d'une campagne de communication destinée au monde rural sur les chaînes de télévision 2M, TVM et radio MEDI 1.

Journée de sensibilisation sur l'Irrigation Localisée Groupe Béni Mellal- Kasba Tadla Souk Sebt-Fkih Ben Salah.

Participation à la journée de l'institut des plantes médicinales et aromatiques.

Participation au Salon International de l'alimentation et de la technologie alimentaire.

11 Novembre

Lancement de Dar El Fellah.

Début de la Campagne de communication de proximité par région portant sur la baisse des taux d'intérêt.

Participation au salon avicole DAWAJINE, carrefour entre les divers opérateurs du secteur avicole.

Décembre 12

Signature convention CAM APEFEL Convention de partenariat CAM-GEDA pour le financement des exportations des affiliés du GEDA dans les meilleures conditions.

Fondation du Crédit Agricole pour le Micro Crédit : Fondation Ardi.

Nouvelle dénomination : Fondation ARDI pour le Micro Crédit.





E nvironnement



Malgré les tensions qui ont pesé sur le marché pétrolier durant le premier semestre, la croissance économique mondiale a accusé en 2006 un rythme de progression soutenu de 5,3 % contre 4,8 % en 2005. Cette progression est due principalement à la bonne tenue de l'investissement, la persistance de conditions favorables sur les marchés de capitaux, la baisse marquée du prix du pétrole brut après une période de flambée, la décélération de l'inflation et la conduite de politiques macroéconomiques appropriées.

Avec une forte croissance, les pays émergents (Chine, Inde) et en développement restent les moteurs de la croissance mondiale avec une consolidation de la reprise dans la zone euro et au Japon.

Aux Etats-Unis, la croissance annuelle a légèrement baissé de régime et s'est établit à 3,4% au lieu 3,5% en 2005. Cette croissance a été affectée par le tassement de la consommation des ménages et la chute des investissements résidentiels et ce, malgré la contribution positive des exportations favorisées par la dépréciation du Dollar.

Le Japon a enregistré une croissance modérée de 2,2% après 2,7% en 2005.

La zone euro a connu en 2006 une consolidation de la reprise, avec une croissance bien orientée qui s'est située à 2,8% contre 1,3 % en 2005, à la faveur

notamment du repli du chômage et de la maîtrise de l'inflation.

Quant à la croissance des économies des pays émergents d'Asie, elle est restée élevée, principalement en Chine et en Inde où les PIB ont progressé respectivement en rythme annuel de 10,7% et 9,2%.

Tirant profitant d'une conjoncture internationale favorable, caractérisée par une forte demande des produits de base provenant des Pays à forte croissance, par une hausse des cours et par de faibles taux d'intérêt et d'inflation, les Pays d'Afrique ont enregistré un taux de croissance soutenu de 5,6% et 5,7% en Afrique du Nord.

Simultanément, les échanges commerciaux ont progressé de 9,1%, rythme largement plus élevé que celui de la croissance économique mondiale, après la hausse exceptionnelle de 7,3% enregistrée en 2005.

S'agissant des indices boursiers, ils ont terminé l'année 2006 en hausse. Ainsi, les bourses ont enregistré en Europe et au Japon de bonnes performances sur l'année, avec des progressions du CAC 40 de 17,5%, du DAX de 22 %, du Footsie de 10,7% et de l'indice Euro Stoxx de la zone euro de 24,3%.

Pour sa part, le Nikkei s'inscrit en hausse de 7%. Dans le même temps, le Dow Jones et le Nasdaq ont progressé respectivement de 16,3% et de 9,5%.

Environnement Marocain

A la lecture des indicateurs et des agrégats macroéconomiques, l'économie nationale a enregistré à l'issue de l'année 2006 un taux de croissance du PIB de l'ordre de 8,1% (3,1 % en 2005), du essentiellement à la performance du secteur agricole, dont la valeur ajoutée a progressé de 21%. Ainsi, le PIB à prix courants s'est établi à 575,3 milliards de dirhams en 2006 (+10%) dont 80,5 milliards de dirhams de PIB agricole, en progression de 28,5%.

Cette croissance a été également stimulée par la relance de l'investissement en augmentation de 15,1%, une amélioration des échanges extérieurs, une augmentation des recettes fiscales de 13,4%, un bon comportement des secteurs du tourisme, du bâtiment et de l'industrie, un bon niveau d'épargne (33% du PIB), un renforcement des concours à l'économie (58 milliards de dirhams), une inflation maîtrisée à 3,3%, un raffermissement de l'offre d'emplois et une amélioration de 15% des réserves de change.



Activité sectorielle

Au niveau du secteur primaire, l'activité agricole a été marquée par une bonne campagne céréalière avec 92 millions de quintaux, due à une répartition temporelle régulière des précipitations qui ont

PRODUIT INTERIEUR BRUT
À PRIX COURANT

498MAD

457,6 MAD en 2005

enregistré de bons niveaux et à une évolution favorable de l'élevage. Durant la campagne agricole 2005-2006, la production des quatre principales céréales a progressé de 54% par rapport à la précédente campagne.

La production de la pêche côtière s'est contractée de 18% pour se situer à 709.600 tonnes (865.400 tonnes en 2005), en raison de la baisse des captures de sardines. Toutefois, cette baisse des tonnages débarqués n'a pas affecté la valeur qui s'est appréciée de 6% par rapport à 2005, dégageant un chiffre d'affaires de 3,6 milliards de dirhams contre 3,4 milliards de dirhams en 2005.

Les recettes procurées par l'exportation de produits halieutiques (360 300 tonnes) ont augmenté de 11,5% pour se situer à 10,3 milliards de dirhams.

Le secteur secondaire a connu un accroissement de l'activité de 4,7% au lieu de 6% en 2005, avec un bon comportement du secteur du bâtiment et des travaux publics (7,5%), soutenu par l'accélération de l'exécution des programmes d'infrastructures de base et de logements, illustrée par une augmentation de 28% des concours bancaires au secteur de l'immobilier à fin 2006.



Pour sa part, le **secteur de l'énergie** a connu un ralentissement du fait d'une baisse de 10,7% de la production des produits pétroliers qui s'est établie à 5,9 millions de tonnes et la régression des ventes locales de 18%. L'électricité totale disponible s'est accrue de 8,1% (21 milliards de KWH), grâce à la hausse de 2% de la production locale et à l'augmentation des importations en provenance de l'Espagne.

Le secteur minier a bénéficié d'une conjoncture internationale favorable et a enregistré une hausse de l'extraction minière de 5,2%, stimulée par une demande extérieure soutenue des phosphates et dérivés, dont les exportations ont progressé de 12,7% en volume (13,5 millions de tonnes) et 22 % en valeur (4,6 milliards de dirhams).

La production industrielle a enregistré une progression de 4% au lieu de 2,5% en 2005, grâce au dynamisme des industries métallurgiques, mécaniques, électriques et électroniques, des industries agro-alimentaires et du textile dont les exportations se sont inscrites en hausse de 18,5%.

Le secteur tertiaire a enregistré un accroissement remarquable, grâce à l'essor du secteur du tourisme, avec près de 6,8 millions de touristes. Cette évolution a eu des répercussions positives sur les secteurs des communications et des transports (+7,1%), du commerce (+4,7%) et sur l'activité hôtelière avec une hausse de 7% des nuitées déclarées dans les hôtels classés et une amélioration de 28% des recettes de voyage.

Emploi

En 2006, la population active a augmenté de 4,7% par rapport à l'année 2005 pour atteindre 11,4 millions de personnes. Quant à la population active occupée, elle s'est accrue de 5,7% à 10,25 millions suite à la création nette de 300 000 nouveaux emplois. Ainsi, le niveau national du taux de chômage s'est établi à 9,7% contre 10,9% en 2005.

Prix

La progression de l'indice du coût de la vie a généré un taux d'inflation de 3,3% pour l'ensemble de l'année 2006, au lieu de 1% en 2005. Cette accélération est due au renchérissement de 3,8% des produits frais. De même, l'indice de l'inflation sous-jacente s'est accru de 3,1% contre 1,6% une année auparavant, sous l'effet de la progression des tarifs de certains services de base.

Finances publiques

En dépit de la persistance du niveau élevé des cours du pétrole, de l'accroissement des charges de compensation des produits pétroliers et du renchérissement du sucre, des charges en intérêts de la dette intérieure, des indemnités des départs volontaires à la retraite et de l'accélération des régularisations des salaires des fonctionnaires, les finances publiques ont enregistré un meilleur bilan qu'en 2005.

En effet, les recettes ordinaires se sont élevées à 147 milliards de dirhams, en hausse de 11,2% par rapport à 2005 (131,4 milliards de dirhams), attribuable essentiellement aux recettes fiscales qui se sont accrues de 13,4% pour atteindre 125,2 milliards de dirhams.

Les dépenses ordinaires ont totalisé près de 124,2 milliards de dirhams, contre 126,7 en 2005, soit une baisse de 2,5 milliards de dirhams (-2%) en raison de la baisse des dépenses autres que les salaires qui sont revenues à 30 milliards de dirhams au lieu 36,6 milliards de dirhams en 2005.

Le Trésor a levé sur le marché intérieur un montant net de 11,5 milliards de dirhams (contre 37 milliards en 2005) et a amélioré sa position nette auprès de Bank Al-Maghrib de 1,4 milliard de dirhams.

Ainsi, l'année 2006 s'est soldée par un déficit budgétaire de 9,8 milliards de dirhams (1,7% du PIB), contre 20,25 milliards en 2005 (4,4% PIB), compte tenu du solde négatif des comptes spéciaux du Trésor de 9,2 milliards de dirhams. Dans ces conditions, le solde ordinaire est passé, en un an, de 5 à 22,8 milliards de dirhams.

Échanges extérieurs

Au terme de l'année 2006, les échanges commerciaux avec l'extérieur ont

enregistré un solde négatif chiffré à 95,3 milliards de dirhams en accroissement de 12% par rapport au montant atteint en 2005 (85,9 milliards). Le taux de couverture s'est légèrement amélioré en passant de 52,3% en 2005 à 54% en 2006.

Les importations se élevées à 207 milliards de dirhams et ont accusé un accroissement de 12,3%, soit 20,3 milliards de dirhams. Cette évolution est imputable à l'accroissement de 12% de la facture énergétique et à la hausse des importations de demi-produits de 17,2%, des biens d'équipement de 15% et de consommation de 7,6%.

Parallèlement, les exportations, évaluées à 111,7 milliards de dirhams ont affiché un accroissement de 12,5% attribuable essentiellement aux ventes de phosphates et dérivés (+18,6%).

En revanche, les recettes au titre des voyages et des transferts des Marocains résidant à l'étranger se sont inscrites en hausse de 29,2% et 17,2% et ont atteint respectivement 52,9 milliards de dirhams



(41,1 milliards de dirhams en 2005) et 47,8 milliards de dirhams (40,5 milliards de dirhams en 2005), assurant un excédent au niveau du compte courant de la balance des paiements de 24,1 milliards de dirhams (21 milliards de dirhams en 2005), y compris les investissements directs étrangers.

Liquidité du marché

La surliquidité qu'a connue le système bancaire en 2005 a légèrement diminué en 2006, avec des fluctuations saisonnières.

Pour résorber cette surliquidité, Bank Al-Maghrib est intervenue durant l'année 2006 par les moyens de la facilité de dépôt à 24 heures au taux fixe de 2,25% et des reprises de liquidités à 7 jours sur appels d'offres à 2,50%.

Pour leur part, les besoins des banques en liquidité ont été satisfaits par la Banque centrale par le biais des avances à 7 jours sur appels d'offres à 3,25% et les avances à 24 heures à 4,25%.

Masse monétaire

A l'issue de l'année 2006, l'agrégat de monnaie M3 a atteint 555,5 milliards de dirhams contre 474,8 milliards de dirhams en 2005 soit une hausse 17% ou 80,7 milliards de dirhams. Cette accélération a principalement concerné la monnaie fiduciaire (21,5%), la monnaie scripturale (16,2%). Les comptes d'épargne, les dépôts à terme et à vue ont respectivement augmenté de 7,4%, 20,3% et de 10%. Pour leur part, les concours bancaires à l'économie ont enregistré une

expansion de 48 milliards de dirhams pour atteindre 340 milliards de dirhams contre 292 en 2005 (16,5% contre 11,2% en 2005). Ont contribué à cet essor, les facilités de trésorerie à hauteur de 41,8%, les prêts immobiliers (32%), les crédits à l'équipement (20%) et les crédits à la consommation (6,2%).

Les créances nettes sur l'Etat ont accusé une légère hausse de 0,1% contre une hausse de 6,5% en 2005, due à l'amélioration de la position du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib, ainsi qu'à la baisse de ses recours aux banques.

Les avoirs extérieurs nets de Bank Al-Maghrib se sont élevés, à fin décembre 2006, à 190 milliards de dirhams, en hausse de 25 milliards de dirhams (+15%) par rapport à 2005.

L'encours global des crédits bancaires a augmenté de 17,7% pour atteindre 327,4 milliards de dirhams contre 278 milliards à fin 2005.

Les créances en souffrance ont baissé de 8 milliards de dirhams pour s'établir à 35,6 milliards de dirhams au lieu de 43,6 milliards un an auparavant.

Les ressources clientèle du système bancaire ont progressé en un an de 65 milliards de dirhams ou 17,5%, pour atteindre 436 milliards de dirhams contre 370 milliards de dirhams en 2005.

Marché boursier

A la clôture de la dernière séance de cotation de l'année 2006, les indices

boursiers ont affiché de fortes progressions de l'ordre de 71,1% pour le MASI (22,5% à fin 2005) et de 77,7% pour le MADEX (23,7 en 2005).

Cette hausse des cours s'est traduite par un renforcement de la capitalisation boursière de 65,3% passant de 252,3 milliards de dirhams à fin 2005 à 417,1 milliards de dirhams à la clôture de l'exercice 2006 (+164,8 milliards de dirhams). Cette progression est due à l'appréciation des cours des sociétés cotées, aux augmentations de capital effectuées par les entreprises (+119,4 milliards de dirhams), ainsi qu'aux introductions de nouvelles sociétés (45,4 milliards de dirhams).

Les échanges cumulés ont drainé un chiffre d'affaires global de 166,4 milliards de dirhams, contre 98,5 milliards en 2005, soit une progression de 69%.

Taux d'intérêt

En 2006, le taux moyen pondéré (TMP) du marché interbancaire a enregistré une baisse de 20 points de base, passant de 2,78% en 2005 à 2,58% à fin 2006.

Le taux moyen pondéré des dépôts à terme à 6 mois auprès des banques s'est fixé à 3,43%, celui à 12 mois à 3,67% et à 3,57% pour les dépôts à 6 et 12 mois contre

respectivement 3,29%, 3,61% et 3,48% à fin décembre 2005.

Le volume des comptes sur carnets et les comptes à terme auprès du système bancaire ont enregistré des hausses respectives de 6,2 et 11,1 milliards de dirhams.

Les taux de rémunération des comptes sur carnets auprès des banques et sur livrets de la CEN se sont respectivement situés à 2,53% et à 1,68% contre 2,28% et 1,5% à fin 2005.

Le taux de rémunération des bons du Trésor à 6 mois a accusé une hausse de 12 points de base pour se situer à 2,68% contre (2,54% en 2005). Les taux des bons du Trésor sur le marché des adjudications à 52 semaines et à 2 ans se sont situés respectivement à 3,02 % et 3,17%.

Les taux moyens du marché des bons du Trésor émis par adjudication à 5 ans et à 15 ans ont affiché des baisses de 32 et 101 points de base pour se fixer à 3,65% et à 4,34%, contre 3,97% et 3,35% en 2005.

Quant aux débiteurs bancaires minimum et maximums, ils n'ont enregistré aucun changement et se sont maintenus à 7,58% et 11,4%.







P

erformances de la Banque

Activité Générale

Ressources

Au 31 décembre 2006, les ressources globales ont atteint 38.952 millions de dirhams contre 32.409 millions de dirhams à la fin de l'exercice 2005, soit une hausse de 6.543 millions de dirhams ou 20,2%.

La ventilation des principales ressources à fin 2006 se présente comme suit :

26.659 millions de dirhams à fin décembre 2005. Ainsi, les dépôts clientèle ont augmenté de 7.689 millions de dirhams (+ 28,8%).

Cet accroissement, supérieur à celui du système bancaire, a permis de faire passer, en une année, la part de marché du Crédit Agricole de 7,3% à 8,1%.

Quant à la part des ressources clientèle

En millions de dirhams

Ressources	Décembre 2005		Décembre 2006		Variation Déc 06/Déc 05
	Montant	Part (%)	Montant	Part (%)	
Dépôts	26 659	82,3%	34 348	88,1	28,8 %
Dettes E.C. (ex-bons CNCA à 1 an)	4 570	14,1%	3 528	9,1	-22,8 %
Emprunts Extérieurs	1 180	3,6%	1 076	2,8	-8,8 %
Total	32 409	100 %	38 952	100 %	20,2 %

Ressources clientèle

Les ressources clientèle ont poursuivi au cours de 2006 leur tendance haussière. Elles se sont établies à 34.348 millions de dirhams au 31 décembre 2006 contre

dans les ressources globales, elle s'est établie, à fin 2006, à 88,1% contre 82,3% au 31 décembre 2005.

La structure des dépôts de la clientèle s'améliore d'année en année et se présente comme suit à fin 2006 :

En millions de dirhams

Dépôts	Décembre 2005		Décembre 2006		Variation Déc 06/Déc 05
	Montant	Part (%)	Montant	Part (%)	
Comptes à vue créditeurs	17 859	67%	20 108	58,5%	12,6%
Autres Dépôts	709	2,7%	942	2,7%	32,9%
Compte d'épargne	3 338	12,5%	3 834	11,2%	14,9%
Dépôts à terme	4 753	17,8%	9 464	27,6%	99,1%
Total dépôts	26 659	100 %	34 348	100 %	28,8 %

Ex Bons CNCA

Au cours de l'exercice 2006, le montant globale des dettes issues des ex Bons CNCA à 1 an, soit 1,2 milliard de dirhams (4.570 millions de dirhams au 31 décembre 2005), est transformé en dettes subordonnées dont 500 millions de dirhams concrétisés durant cet exercice.

Pour leur part, les dettes issues des ex bons CNCA envers l'Arab Bank et la City Bank, d'un montant de 28 millions de dirhams, ont été remboursées par anticipation.

Emprunts extérieurs

Les emprunts extérieurs ont maintenu leur tendance à la baisse, suite aux remboursements enregistrés durant cet exercice et qui se sont élevés à 1 076 millions de dirhams au 31 décembre 2006, contre 1.180 de dirhams au 31 décembre 2005, soit une baisse de 104 millions de dirhams ou 8,8%.

Ainsi, la part des emprunts extérieurs dans les ressources globales s'est établie à 2,8% à fin 2006, contre 3,6% au 31 décembre 2005.

Coût des ressources

Sous l'effet conjugué du renforcement de la part des ressources les moins onéreuses et de la suppression progressive de la rémunération des comptes à vue, le coût moyen des ressources globales s'est amélioré en s'établissant à 2% à fin décembre 2006 contre 2,85% à la fin de l'exercice précédent, en baisse de 85 points de base.

Quant aux ressources clientèle, leurs coût moyen s'est élevé à 1,75%, en baisse de 25 points de base par rapport à fin 2005 (2%), en raison de la réduction des rémunérations sur les DAT et de la suppression progressive de celle des comptes à vue.

Emplois clientèle

Encours de crédit

Encours total

Au 31 décembre 2006, l'encours des crédits à la clientèle a atteint 29 075 millions de dirhams contre 26.707 en 2005, soit un accroissement de 2 368 millions de dirhams ou 8,9%.

Cette progression des créances saines résulte de l'effet de l'assainissement du portefeuille et du recouvrement des créances en souffrance, qui se sont traduits par le classement en CES de 743 millions de dirhams et l'assainissement de 1.2 milliards de dirhams.

En millions de dirhams

Emplois	Décembre 2005		Décembre 2006		Variation Déc 06/Déc 05
	Montant	Part (%)	Montant	Part (%)	
Créances saines	18 878	70,7%	21 755	74,8%	15,2%
Créances en souffrance	7 829	29,3%	7 320	25,2%	-6,5%
Total	26 707	100%	29 075	100%	8,9%

Crédits sains

Le total des crédits sains s'est élevé, à fin 2006, à 21.755 millions de dirhams contre 18.878 millions de dirhams au 31

L'évolution de la répartition des créances saines par type de crédit se présente comme suit :

Ainsi, cette progression a concerné tous les types de crédit et dont les plus fortes

En millions de dirhams

Emplois	Décembre 2005		Décembre 2006		Variation Déc 06/Déc 05
	Montant	Part (%)	Montant	Part (%)	
Crédits de trésorerie	9 000	47,7%	10 288	47,3%	14,3%
Crédits à la consommation	329	1,7%	484	2,2%	47,1%
Crédits à l'équipement	7 694	40,8%	8 964	41,2%	16,5%
Crédits immobiliers	1 458	7,7%	1 800	8,3%	23,5%
Crédits divers	397	2,1%	219	1%	-44,8%
Total	18 878	100 %	21 755	100 %	15,2%

décembre 2005, soit une hausse de 15,2% ou 2.877 millions de dirhams.

hausse en volume ont été enregistrées par les crédits de trésorerie, les crédits à l'équipements et les crédits immobiliers

qui se sont appréciés respectivement de 14,3%, 16,5% et 23,5%.

L'évolution de la répartition de l'encours des crédits sains hors consolidation par secteur se présente comme suit :

- L'encours des crédits à l'agriculture est passé de 5.787 millions de dirhams en décembre 2005 à 7.245 millions de dirhams à fin 2006, soit une hausse de 21% ;
- Quant à l'encours des crédits aux activités industrielles et commerciales, il a enregistré une progression de 51,1% pour s'établir au 31 décembre 2006 à 7.389 millions de dirhams contre 4.889 millions de dirhams en 2005 ;
- Enfin, l'encours des crédits aux particuliers a atteint 2.798 millions de dirhams en décembre 2006 contre 1.662 millions de dirhams douze mois auparavant, soit une hausse de 68,4%.

Enfin, le taux de couverture des créances saines par les ressources clientèle s'est nettement amélioré, en passant de 140% en 2005 à 157% à fin 2006.

Créances en souffrance

En 2006, les créances en souffrance ont enregistré une baisse de 509 millions de dirhams, ou - 6,5 %, pour s'établir, en fin d'exercice, à 7.320 millions de dirhams contre 7.830 en 2005. De ce fait, la part des CES dans l'encours total des crédits a régressé en passant de 29,3% à 25,1%.

Cette évolution positive des CES est due au recouvrement et à l'assainissement de près de 1.200 millions de dirhams. Les provisions constituées au 31 décembre 2006 pour la couverture des CES nettes des agios réservés s'élèvent à 4.492 millions de dirhams (4.426 en 2005).

Les provisions couvrent ainsi près de 61,3%

des CES, contre 57% un an auparavant, soit une amélioration de 4 points.

Rendement des emplois

Malgré l'amélioration de la structure des emplois, le rendement moyen des emplois clientèle s'est établi à 8,47%, au 31 décembre 2006, contre 8,75 % à fin 2005, en baisse de 28 points de base.

Réalisations sur le marché des particuliers et professionnels

Les actions commerciales menées en 2006 à travers l'adaptation des produits et l'extension du réseau d'agences dédiées aux particuliers, ont permis au Crédit Agricole de renforcer sa position sur le segment particuliers et professionnels. En effet, ces actions ont généré la production de 874,5 millions de dirhams de nouveaux emplois sur ce marché, pour se situer 2.797 millions de dirhams.

Les crédits immobiliers et à la consommation ont connu également une évolution favorable en enregistrant des taux d'accroissement respectifs de 88% et 139% par rapport à 2005. En matière de monétique, le nombre de cartes commercialisées est passé de 20.700, au 31 décembre 2005, à 28.505 cartes à fin 2006, enregistrant ainsi un accroissement de 38%.

Quant au placement de contrats de bancassurance, il a enregistré une hausse de 5% en passant de 9.759 en 2005 à 10.258 contrats en 2006. L'année 2006 a également été marquée par l'ouverture de 8.078 nouveaux comptes chèques dont le nombre total s'est élevé à 34 473 comptes contre 26 395 un an auparavant (+31%).

La Banque de Financement et d'Investissement



CRÉDITS PAR SIGNATURE

+20%

Activité du Corporate Banking

Le Marché du Corporate a clôturé sa première année d'exercice 2006 avec un bilan très honorable.

En effet, ses indicateurs d'activité se sont inscrits en hausse, grâce au développement des relations avec la clientèle Corporate ainsi qu'au dynamisme soutenu de l'activité de financements de projets.

Des actions ont été entreprises par le directoire visant à fidéliser la clientèle Corporate notamment, par la création de centres d'affaires

Crédits par décaissements

L'encours des crédits par décaissement du marché du Corporate atteint au 31/12/06 8.6 Milliard de dirhams soit une augmentation de + 36% par rapport au 31/12/05. Cette progression est imputable à la croissance des crédits à court terme mais aussi des crédits moyens et long terme.

Les crédits par signature

Les crédits par signature ont atteint une production de 2,5 MD/dhs de dirhams en progression constante de 20%. La production de l'exercice 2007 doit certainement atteindre le volume de 4,5MD/dh.

Des synergies à forte valeur ajoutée

Au-delà de son cœur de métier qui est le financement des besoins courants et des besoins d'investissement de ses clients, la D.M.C a elle axé ses démarches sur le financement des salariés de ses entreprises clientes, à travers la mise en place des conventions pour prêts aux logements et prêts à la consommation.

Des perspectives intéressantes

Le plan d'action 2007 est conçu au tour du développement des financements consortialisés de projets, au secteur du tourisme et de l'immobilier.

- financement du nouvel opérateur Télécom WANA
- financement des projets immobiliers FADESA Espagne - et projet KERZNER dans le cadre du plan azur
- financement d'acquisition de société (Assurance Essaada acquise par Saham assurance)

L'intensification des synergies avec les autres composantes de la banque sera une priorité. L'action de prospection sera renforcée et la consolidation de la clientèle acquise sera poursuivie.

VOLUME GLOBAL
DES OPÉRATIONS
DE COMMERCE EXTÉRIEUR

+78%

15.850 MAD en 2006

Activité de l'International

Les opérations à l'International ont réalisé en 2006 des performances remarquables.

Ainsi le Trade Finance a connu en 2006 un accroissement important. Le volume global des opérations de commerce extérieur est passé de 9.120 millions de dirham en 2005 à 15.850 millions de dirhams soit une progression de 78%. Le financement des opérations matières premières et énergie s'est accru de 114% en 2006 portant à titre d'exemple, les opérations d'importation du pétrole à 2.000 millions de dirham soit 10% des importations nationales. Le nombre d'opérations quant à lui a évolué de 47%.

Les commissions sur opérations à l'international ont évolué de 34.6% passant de 52 Millions en 2005 à 70 Millions en 2006.

Ceci étant le fruit de la restructuration de l'activité, l'amélioration continue de la qualité de service et de la revue de l'offre de produits en fonction des besoins de nos clients.

Nos relations avec nos correspondants étrangers se sont consolidées davantage grâce au volume de trade finance faisant passer nos lignes de 400 millions de dollars à 850 millions de dollars. Ce qui témoigne de la confiance de nos partenaires internationaux et offre ainsi plus de possibilité de placement de nos grosses opérations à l'international et plus de lignes de trésorerie et de change à la Salle des marchés.

Les Activités de Marchés

Bonne tenue des opérations de marchés

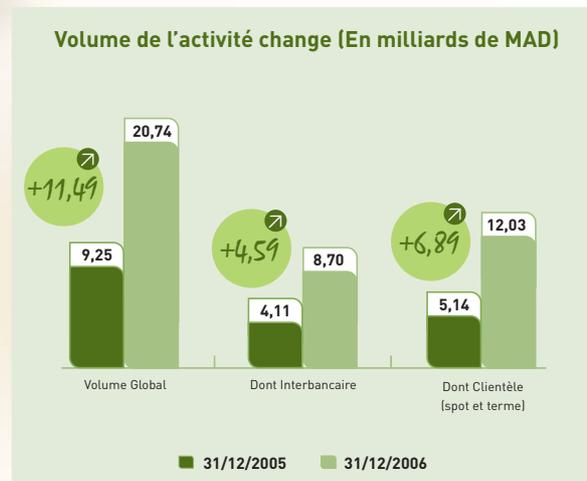
Au terme de l'exercice 2006, les Activités de Marchés du Crédit Agricole ont connu un développement important pour l'ensemble des lignes métiers, et ce, suite à la stratégie de développement ambitieuse et recentrage des interventions sur les différents marchés générateurs de PNB. Ce résultat est le fruit du regroupement des activités de marchés dans le cadre d'une direction à part entière créée en Mai 2006 et l'élaboration d'une stratégie d'intervention sur les marchés sous le pilotage du comité d'investissement.

Concernant l'activité de change :

Cette activité a connu une évolution remarquable avec un volume traité (CA) de plus 20,7 milliards de MAD :

- Ce chiffre d'affaires est réalisé à hauteur de 12 milliards de MAD avec la clientèle, soit une progression de 143% et plus précisément la progression du CA import de 163% ;
- Le volume interbancaire a progressé d'une manière de 112% pour se situer à 8,7 milliards de MAD ;
- Le volume des opérations à terme clientèle a atteint 1,7 Milliards de MAD en progression de 32% par rapport.

Cette performance est due à la mobilisation des équipes, du comité d'investissement et du directoire, ce qui a amélioré notre agressivité commerciale et a permis d'instaurer un équilibre entre les opérations à l'import et les opérations à l'export. De ce fait, le résultat de change de la salle a atteint 32 millions de MAD .



Concernant le marché de taux :

Dans un contexte d'exacerbation de la concurrence entre les différents intervenants sur le marché des taux, le crédit agricole a pu tirer profit en réalisant des performances historiques en se positionnant parmi les leaders de cette activité.

Les interventions du CAM sur le marché interbancaire ont atteint un volume moyen de 1,6 Milliards de MAD, soit une progression de 34%, avec un positionnement global prêteur.

Pour l'activité taux (Titre de dettes), l'encours a grimpé de 90% pour atteindre plus de 11,6 Milliards de MAD et un volume moyen annuel de 8,5 Milliards de MAD. L'encours de fin de période a progressé de 119% pour se fixer à 12,7 milliards de MAD. Par conséquent, la part de marché réalisée sur le marché primaire des adjudications a grimpé de 3% à 8,5%, alors que le volume des transactions sur le marché secondaire est passé de quasiment 0 à 8,5% de l'ensemble des opérations réalisées sur ce marché. Ainsi, les produits d'intérêt générés par cette activité ont atteint

427 Millions de MAD, soit une progression de 55% et le résultat des opérations de marchés relatifs à ce compartiment ont atteint 280 Millions de MAD ;



Concernant l'activité Titres actions et OPCVM :

le CAM a investi l'activité actions et OPCVM pour compte propre, tout en maintenant un niveau de vigilance élevé par rapport au risque pris. De ce fait, les réalisations se sont chiffrées à 6,8 millions de MAD pour l'année 2006, pour un volume de 292 de millions de MAD ;

Résultats des activités de marchés

Globalement, les Activités de Marchés du CAM ont réalisé un PNB de plus 308,9 millions de MAD en résultat de marchés, soit une progression de 366%, en plus de la marge d'intérêt sur opérations de placement de la trésorerie MAD et devises qui s'est située à 214 MMAD en progression de 25%, sachant que la courbe des taux s'est

aplatie de plus de 100 pbs. Ses résultats traduisent, l'effort commercial consenti, et la cohérence des placements réalisés. Le CAM a pu atteindre de tels résultats suite aux investissements réalisés dans



les ressources humaines, les technologies et l'attention particulière accordée par les membres du directoire suite à l'institution du comité d'investissement.

Les participations historiques du CAM remontent à 1961 et concernaient essentiellement des prises de participation dans le capital de sociétés étatiques et notamment dans le secteur agricole. Au 31 décembre 2006, le portefeuille des titres de participations détenu par le CAM compte 29 participations pour une valeur brute comptable de 84,2 millions de dirhams.

Les participations de CAM sont réparties essentiellement entre le secteur agro-alimentaire à hauteur de 37,2%, suivi par le secteur financier 33,5% et le secteur interprofessionnel pour 17,3%.

Les Activités de Marchés

Au cours de l'année 2006, le portefeuille de participations a été marqué par :

- La consolidation au bilan du CAM du portefeuille de participations de la BMAO et ce, suite à la fusion entre les deux banques telles que. Le montant de ces participations se chiffre à 11,7 millions de dirhams et concerne essentiellement SAFABOURSE, SAFACRED et SMAEX ;
- La participation dans le tour de table de nombreux fonds d'investissement régionaux, sectoriels ou généralistes tels que Agram Invest, Igrane, Fonds de l'Oriental ou SMCEI qui ont été créés en 2006 par des institutions financières.
- Les premiers débloqués de capital dans ces fonds totalisent un montant de 5,7 millions de dirhams au bilan du CAM. A terme, la participation totale du CAM dans ces fonds sera portée à 65,9 millions de dirhams ;
- La cession de la participation du CAM dans la Banque de Développement du Mali qui s'élève à 1,97 millions de dirhams au prix de 8,82 millions de dirhams générant ainsi une plus-value de 6,85 millions de dirhams ;

- Le reclassement en " Titre de placement " du titre BCP dont la valeur comptable s'élevait à 136 millions de dirhams.

Par ailleurs, la régression de la situation financière de 9 sociétés a nécessité une provision complémentaire de l'ordre de 2,74 millions de dirhams portant ainsi l'encours de provisions à 36 millions de dirhams soit, un taux de provisionnement du portefeuille de 42,7%.

Il est à noter que 4 participations du CAM à savoir : Frumat, COMAPRA, SNDE et SOGETA dont la valeur brute comptable s'élève à 14,9 millions de dirhams sont en cours de liquidation et sont provisionnées à 100%.

Sur les 29 participations du CAM, 4 sociétés du secteur financier génèrent des dividendes en l'occurrence la BCP, Afreximbank, la Banque de Développement du Mali et Safabourse. Le rendement enregistré à fin 2006 s'élève à 13 millions de dirhams soit, un taux de rendement du portefeuille global de 5,9%.

VOLUME GLOBAL
DES OPÉRATIONS
DE COMMERCE EXTÉRIEUR

11,7 MAD

15.850 MAD en 2006







L
es

Chantiers du CAM



Le Capital Humain

L'année 2006 a été marquée par trois événements majeurs :

- La mise en œuvre du nouveau Règlement intérieur du personnel et la prise en charge administrative de l'ensemble des collaborateurs ex-BMAO ;
- L'élaboration et la mise en place du plan d'action CAP Social 2008 ;
- La mise en place du projet de Culture d'Entreprise, fondée sur la satisfaction du client en tant que valeur centrale du processus.

Effectif

L'année 2006 a connu 137 nouveaux recrutements. Ainsi, l'effectif actif global du Crédit Agricole du Maroc arrêté au 31 décembre 2006 est resté constant et s'est établi à 2980 (2941 à fin 2005), dont 71% exerçant dans le réseau. Le taux d'encadrement se situe à 36,7% contre 35% au 31 décembre 2005.

LA FORMATION A CONCERNÉ

1323 CADRES

2067 j/hommes de formation

Formation

Au cours de cet exercice, la formation a concerné un effectif brut de 1323 personnes correspondant à 2067 jours/hommes de formation.

Ainsi, 1108 collaborateurs ont suivi des sessions internes et 215 ont suivi des séminaires externes (74) ou des formations diplômantes (141).

Prestations sociales

Crédits au personnel

En matière de crédits au logement, les réalisations au titre de l'exercice 2006 ont porté sur la satisfaction de 273 demandes pour un montant global de 73,2 millions de dirhams.

Concernant le crédit spécial personnel, les montants octroyés se sont élevés à 36,9 millions de dirhams, au profit de 184 personnes.

Les avances sur salaires et sur frais médicaux, ainsi que les crédits pour l'acquisition de véhicules de transport et les crédits " événements " ont été accordés à 1130 personnes pour un montant global de 26,4 millions de dirhams.

L'année 2006 a été également marquée par la création d'un Fonds de solidarité et par une action de traitement du surendettement du personnel qui a concerné 171 cas pour un montant total de 7,8 millions de dirhams.

Animation socioculturelle

Au cours de l'exercice 2006, 1640 bénéficiaires ont séjourné dans les centres d'estivage du Crédit Agricole du Maroc, qui ont vu leur capacité d'accueil et leurs conditions de confort améliorées, grâce notamment à l'acquisition d'un nouveau centre de vingt appartements à Sidi Bouzid et à la rénovation du centre de Tasseltanet à Marrakech.

D'autre part, 296 enfants du personnel ont bénéficié des colonies de vacances, de voyages et d'excursions à l'extérieur et à l'intérieur du pays.

Par ailleurs, le Crédit Agricole du Maroc, dans un souci d'amélioration continue de ses prestations sociales au profit du personnel, a attribué en 2006, 130 aides à caractère exceptionnel, 33 bourses d'études supérieures au profit d'enfants de collaborateurs, 19 allocations pour le pèlerinage aux Lieux Saints de l'Islam, l'ouverture du restaurant d'entreprise et la création d'un Fonds de solidarité qui a traité et satisfait 37 demandes d'assistance.

Au titre de la prévoyance sociale, outre la généralisation de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) à l'ensemble des collaborateurs, une action d'achèvement de l'opération d'affiliation au régime de la C.N.S.S a été également entreprise en 2006, ainsi que la signature d'une Convention avec la CNRA pour la retraite complémentaire " Recore " et qui concerne en premier lieu, la frange du personnel inéligible aux prestations de la C.N.S.S.

Le plan CAP Social 2008

A mi-chemin du plan d'entreprise CAP 2008, une réflexion a été menée en 2006 pour mettre en place, à l'horizon 2008, un plan d'action dynamique, général et participatif, exclusivement dédié aux ressources humaines.

Ce projet d'entreprise, fondé sur des valeurs communes et des ambitions collectives, vise une homogénéisation et une synergie de l'ensemble du personnel du Crédit Agricole du Maroc, en agissant sur les facteurs matériels d'épanouissement et de motivation.

Il s'articule essentiellement autour de la refonte et de l'amélioration du système de rémunération, de l'accès à la formation, de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, du renforcement de la prévoyance sociale et des actions socio-culturelles.

La grande ambition affichée à travers ce projet social est de faire de l'entreprise une banque stable, autonome et capable de se positionner dans le peloton de tête des banques marocaines, avec la spécificité d'être le moteur du développement socio-économique du monde rural.

Dès sa première année de lancement, ce plan a donné lieu à des actions significatives, dont notamment :

- L'augmentation des salaires pour les échelles 1 à 12 ;
- La mise en place d'un régime de retraite complémentaire pour les collaborateurs exclus du régime de la CNSS ;
- Le lancement du Fonds de Solidarité avec la prise en charge exceptionnelle de la part salariale par le Crédit Agricole du Maroc pour l'exercice 2006.



Communication interne et culture d'Entreprise

La 7^{ème} édition de la Convention annuelle du Crédit Agricole du Maroc

Elle s'est tenue le 27 janvier 2007 sous le thème "Pour que notre réalité rattrape nos ambitions" et a réuni plus de 800 personnes à Rabat et près de 400 collaborateurs dans cinq sites régionaux connectés par visioconférence.

La Convention a permis de revenir sur les principaux événements marquants de l'année 2006 et sur le bilan chiffré de la Banque, tout en insistant sur le caractère exceptionnel des réalisations commerciales et sur l'amélioration de la santé financière du Crédit Agricole du Maroc.

Cette rencontre a traité également des thèmes ayant trait aux métiers commerciaux, aux métiers supports et fonctions Siège, à la nouvelle stratégie agricole du Crédit Agricole du Maroc, au management et processus de prise de décision, à l'état d'avancement des grands chantiers en cours et à la culture d'entreprise. C'était aussi l'occasion de rappeler la spécificité du Crédit Agricole du Maroc quant à ses vocations, commerciale et solidaire avec le monde rural.

Cette Convention a été clôturée par la remise de Trophées à certains collaborateurs méritants, qui se sont distingués en 2006.





Culture d'Entreprise

Cet important projet d'entreprise, fondé sur un processus fédérateur des différentes cultures, valeurs et sensibilités des ressources humaines, a été lancé par le Crédit Agricole du Maroc en mars 2006, avec le support externe d'un Cabinet spécialiste des projets d'entreprise. Il s'agit de faire partager par tous, des valeurs communes, centrées autour du Client et d'en faire la première préoccupation de la Banque.

Dans ce cadre, un diagnostic a été réalisé pour identifier les axes d'action à partir d'entretiens collectifs et individuels auprès d'acteurs métiers du Siège et du Réseau, de manière à dresser une liste des valeurs fondamentales et leur hiérarchisation. Le but de cette démarche étant le changement des pratiques opérationnelles et managériales, la professionnalisation et la maîtrise de l'évolution des métiers Banque, de manière à mieux servir le Client.

Dans ce cadre et pour atteindre ce but, des règles de conduite ont été définies dont notamment :

- L'écoute permanente des clients, la bonne compréhension et la prise en compte de leurs besoins spécifiques et le suivi relationnel régulier de leur satisfaction par l'innovation des produits et des services ;
- Les conseils de soutien aux clients en difficulté pour maintenir l'activité et préserver l'entreprise agricole ;
- La mise en place et le développement d'un baromètre pour sonder la satisfaction des clients et la définition des actions prioritaires liées à l'amélioration de cette satisfaction ;
- La vigilance sur les réclamations par la mise en place et l'optimisation d'un processus de leurs suivi et traitement.

Gamme de produits et services

Dans l'objectif d'asseoir et de développer sa politique d'innovation et d'adaptation de son offre, le Crédit Agricole du Maroc a élaboré et mis en place, durant l'année 2006, de nouveaux produits visant à améliorer les services à la clientèle et à contribuer à la modernisation des moyens de production agricole.

Cela s'est traduit par la baisse des taux d'intérêt des crédits à l'agriculture, court et moyen termes, pour insuffler une nouvelle dynamique de croissance et de modernisation de l'agriculture et conquérir de nouveaux clients agriculteurs. Par ailleurs et dans le cadre de la Convention signée en novembre 2005, entre le GPBM et la Fédération Nationale des PME-PMI, une action a été entreprise en direction du segment PME/PMI, par la mise à niveau des produits Khadamat, Achamil, Tamwil Al Akhdar, Al Moutmir Al Moutajadid et Moubadara.

Aussi, de nouveaux produits ont-ils été mis en place dont notamment, Al Itkane dédié au financement des besoins à l'investissement ou à l'exploitation des activités liées aux secteurs de l'artisanat et du commerce, Moubadara et Moubadarati destinés respectivement aux PME et aux jeunes diplômés et Mouakaba destiné à appuyer la restructuration des dettes bancaires des entreprises. D'autre

part, l'offre monétique a été également enrichie par l'élargissement de la commercialisation des cartes bancaires Visa Classic, Visa Gold et Gold Plus aux personnes morales détentrices des comptes courants et la mise en place d'automates de change pour les opérations d'achat de devises auprès des particuliers.

En outre, l'année 2006 a été marquée par la signature :

- D'une Convention de partenariat avec l'Association des Marchands Importateurs du Matériel Agricole (AMIMA), visant à faciliter aux agriculteurs et aux opérateurs l'acquisition du matériel agricole ;
- D'un contrat de représentation avec Western Union, conférant au Crédit Agricole du Maroc la qualité d'agent direct pour l'activité " Transfert d'Argent à la Réception " ;
- Convention de partenariat CAM-Maroc Leasing concernant les opérations de financement leasing vert.

Enfin, ces actions ont été renforcées par la révision de la tarification des services bancaires, à savoir l'extension de la gratuité à un certaines opérations de base et l'application d'une tarification modérée à certains services, conformément aux directives des autorités compétentes.

قرض أرض بلادي
لاقتناء بقعة، بناء، توسيع أو تهيئة مسكن ثانوي بالوسط القروي

نسبة التمويل
قد تصل إلى
100%

القرض الملاحى
CREDIT AGRICOLE

MAROCAINS QUI VENEZ DE LOIN,
Pour vous,
tout un monde de services.

القرض الملاحى
CREDIT AGRICOLE

Le Crédit Agricole du Maroc
a ouvert **40** agences en 2006.

Désormais,
350 agences Crédit Agricole du Maroc
sont à votre service.

القرض الملاحى
CREDIT AGRICOLE

Brillez à
l'international

القرض الملاحى
CREDIT AGRICOLE

تحويل الأموال
الصرف
المعاملات المالية
توظيف الأموال
إرشادات
خبرة

هل تعرفون الحلول
التي نقترحها عليكم؟

القرض الملاحى
CREDIT AGRICOLE

OPCVM du Crédit Agricole du Maroc,
un placement sûr et performant

Le Crédit Agricole du Maroc vous propose 5 produits performants à court, moyen et long terme. Des placements sûrs et rémunérateurs qui bénéficient de toute l'expertise et le savoir-faire d'une Banque universelle.

القرض الملاحى
CREDIT AGRICOLE

Monétique
Comptes Bancaires
Change
Rancassurance
Crédits immobiliers
Crédit à l'investissement

MAROCAINS QUI VENEZ DE LOIN,
Pour vous, tout un monde de services.

القرض الملاحى
CREDIT AGRICOLE



Produits et services

Réseau :

Poursuivant la mise en œuvre de son plan de développement, le CAM a procédé à une recomposition de son réseau par la création de 5 Divisions, structures managériales ayant pour mission de veiller à la réalisation des objectifs de la banque avec le maximum d'efficacité commerciale et une gestion optimale des moyens matériels et humains. Le réseau est désormais organisé en cinq Divisions :

- Division Rabat Gharb Nord,
- Division Grand Casablanca,
- Division du Centre,
- Division du Centre Est,
- Division du Sud.

Parallèlement et pour accroître le professionnalisme des points de vente, ceux-ci ont été répartis sur des Directions Régionales spécialisées :

- 13 Directions Régionales Particuliers, Particuliers et Agriculteurs,
- 5 Directions Régionales Entreprises.

Le réseau a par ailleurs été enrichi de 30 nouveaux points de vente. De même 32 agences ont été rénovées et mises aux normes qualité CAM.

Division du Grand Casablanca

- Casa Akid Alam, Casa Chahdia Oulfa, Casa Oued Eddahab, Casa Bnou Nafii et Casa Oumerbia.

Division Rabat Gharb Nord

- Agences Particuliers et Professionnels Rabat Mahaj Riad et Rabat Menzeh.
- Caisses Locales Moulay Bouselham et Khémis Sahel.

Division du Centre

- Caisses Locales Ouled M'Barek et Ouled Yaich.

Division Centre Est

- Agences Particuliers et Professionnels Nador Zghangan, Fès Route Sefrou, Oujda Isly, Nador Méditerranée et Berkane.
- Caisses Locales Beni Nsar, El Menzel et Kariat Arekmane.

Division du Sud

- Agence Particuliers et Professionnels Dcheira.
- Caisses Locales Biougra, Ouled Berrhil, Belfaa et Sebt Guerdane.



1. Agence bancaire Crédit Agricole du Maroc.
2. Centre d'affaire Casablanca-Al Massira Al Khadra.
3. M. Lotfi MEZOUAR, Divisionnaire du Grand Casablanca.
4. Cadres du Crédit Agricole du Maroc.
5. Cadres du Crédit Agricole du Maroc.
6. M. Nabil SALMI, Divisionnaire de Rabat Gharb Nord.
7. Concertation du personnel pour un meilleur conseil à la clientèle.

Gestion des risques

Compte tenu de la diversité et de l'évolution permanente de ses activités, le Crédit Agricole du Maroc est exposé à des risques multiples, dont notamment le risque de crédit. A la recherche d'une meilleure sécurisation de ces risques, un processus d'adaptation des moyens organisationnels et logistiques a été engagé, afin de mieux gérer et contrôler ces risques et répondre ainsi au double souci de respect des normes de financement internes et de celles édictées par les instances monétaires.

En réponse à ce double souci, deux actions majeures ont été menées durant l'année 2006, pour garantir au niveau opérationnel, la conformité, la sécurité et la validité des opérations réalisées.

La refonte de l'architecture du réseau et des plafonds de compétence

Pour assurer cette maîtrise du risque et une plus grande proximité par rapport à la

clientèle cible, le Crédit Agricole du Maroc a procédé à la spécialisation de son réseau en fonction du couple client/produit, par la mise en place d'un réseau dédié à chaque type de clientèle. (PMEA, moyennes et grandes exploitations, particuliers et professionnels, PME/PMI et Corporate).

A cette segmentation correspondent deux types de Directions Régionales : les Directions Régionales Particuliers, Professionnels et Agriculture (DRPPA) pour les Caisses Locales, Caisses Régionales et Agences PP et les Directions Régionales Entreprises (DRE) pour les Agences Entreprises.

De ce fait, l'organigramme du réseau de la banque a été complété en 2006 par l'instauration de nouvelles structures appelées Divisions, coiffant chacune une Direction Régionale Entreprises et une ou plusieurs Directions Régionales Particuliers, Professionnels et Agriculture. Ces divisions, dotées de moyens humains et matériels appropriés et de pouvoirs décisionnels plus



Deux actions majeures ont été menées durant l'année 2006, pour garantir la conformité, la sécurité et la validité des opérations réalisées.



importants en matière d'octroi de crédit et de contrôle de risque à posteriori.

Cette nouvelle architecture du réseau a été renforcée par une refonte des compétences des différents niveaux de prise de décision. Ces nouvelles délégations se traduisent principalement par une révision des plafonds de compétences en matière d'octroi de crédits à l'agriculture.

Sécurisation de la procédure d'octroi des crédits

La sécurisation de cette procédure concerne toutes les étapes de vie d'un crédit depuis sa mise en place jusqu'à son remboursement :

Au niveau de l'octroi du Crédit, le risque de contrepartie est apprécié lors de l'étude de la demande de crédit à chaque niveau de délégation, sur la base de procédures internes de financement et de certaines bases d'informations externes.

Ainsi, le scoring de la clientèle des Caisses Locales en vigueur depuis 2004, et qui sera étendu à la clientèle des Caisses Régionales, a permis de rendre plus objectif le financement de la petite clientèle agricole et de le sécuriser.

Quant aux Particuliers, une Convention avec une Société de financement est en cours d'étude, qui permettra de scorer la distribution des crédits aux salariés et fonctionnaires.

Sur le plan normatif, un manuel des conditions et normes de financement de l'agriculture et des canevas d'étude des demandes de crédit ont été mis en place, constituant une référence pour le financement de tous les objets agricoles par le réseau de la banque et comprenant également une définition des normes techniques applicables à toutes les activités agricoles éligibles au financement.

Après la mise en place des crédits par les instances habilitées, la Direction du Suivi des Risques prend le relais pour assurer le suivi rapproché et le contrôle préventif des engagements pris par la banque, en exercice des missions qui lui sont dévolues, particulièrement, la conformité des garanties, la participation au classement du portefeuille engagements, la mise à jour de la base de données et l'analyse mensuelle de la situation des engagements.

Pour optimiser les interventions de cette Direction, un Comité de Post Évaluation des Comités et des Centrales de Garantie Régionales ont été mis en place, pour s'assurer du bon usage des délégations et du bien fondé des crédits accordés.

Pour compléter le dispositif, les dispositions de Bâle II en matière de risque de contrepartie ont été mises en place dont notamment, la segmentation des actifs suivant les recommandations de Bank Al-Maghrib et de Bâle II quant aux critères d'affectation, l'amélioration des bases de données, la ré-ingénierie des procédures et la conception d'une

Gestion des risques

nouvelle notation interne de la clientèle PME-PMI et Corporate.

Parallèlement au rôle préventif de la Direction du Suivi des Risques, plusieurs chantiers ont été ouverts en 2006 et ayant pour objectifs, l'acquisition et la mise en place d'un progiciel permettant la couverture des besoins des utilisateurs en matière d'engagements et de recouvrement, l'adoption d'une solution de transmission électronique des informations relatives aux dossiers de crédits entre les différents intervenants et l'instauration d'une structure chargée de la " Veille Risques ".

Contrôle interne

Dans le cadre du projet Bâle II, le dispositif de pilotage des risques du Crédit Agricole du Maroc a connu en 2006 de nouvelles adaptations, avec un renforcement des structures et des procédures, ayant pour objectifs l'évaluation, la maîtrise et le contrôle permanent des risques.

La structure organisationnelle du système de contrôle interne

Pour mettre en adéquation ses structures de contrôle interne avec les dispositions de la Circulaire n°6 de Bank Al-Maghrib relative au contrôle interne des Etablissements de Crédit, le Crédit Agricole du Maroc a mis en place une structure organisationnelle du système de contrôle interne qui intègre quatre types de dispositifs complémentaires ou niveaux de contrôle et qui renvoient chacun à des fonctions et à des responsabilités précises.

Tout d'abord, l'accent est mis sur la surveillance permanente de l'activité par

les opérationnels eux-mêmes pour s'assurer de la conformité, de la sécurité et de la validité des opérations réalisées, eu égard aux procédures et aux normes internes en vigueur.

A un deuxième niveau, un contrôle à posteriori est assuré par des cellules dédiées qui contrôlent et vérifient l'application correcte des procédures et des normes de gestion internes :

- Au niveau du Réseau, les Unités de Contrôle Régionales (UCR) assurent ce type de contrôle ;
- Au niveau des entités du Siège, ce contrôle s'exerce sur les fonctions et les métiers, tels que les Comptes à Suivi Rapproché, les Opérations de Marché (Middle Office), les Traitements Bancaires, les Achats, la Comptabilité, le Budget, le Système d'Information et le Risque Juridique.

Par ailleurs, un contrôle de troisième niveau est exercé par le moyen du pilotage d'une famille de risques. Il est assuré par des Directions Centrales compétentes sur cette famille de risques.

Enfin et à un niveau plus global, le pilotage du système de contrôle interne est assuré, sur délégation du Président du Directoire, par le Contrôle Général qui évalue en permanence, la qualité, la cohérence des différents dispositifs mis en place et détecte les insuffisances et les moyens d'y remédier.

Le Contrôle Général

Sa mission essentielle est de sécuriser toutes les opérations de la Banque eu égard aux normes et règlements en vigueur et de veiller au fonctionnement efficace de



Le renforcement des structures et des procédures, ayant pour objectifs l'évaluation, la maîtrise et le contrôle permanent des risques.

l'ensemble du système de contrôle interne de la Banque, dont il assure d'ailleurs le pilotage. Le périmètre d'intervention du Contrôle Général s'étend à l'ensemble des activités et des structures de la Banque, ainsi qu'aux différents niveaux de contrôle. Ainsi, la nouvelle organisation du Contrôle Général est construite autour de quatre fonctions :

- La fonction " Veille métier " est assurée pour les groupes de risques définis dans la circulaire n°6 de Bank Al Maghrib, à savoir le risque de crédit et de contrepartie, les risques de marché, de taux d'intérêt et de liquidité, les risques informatique, logistique, opérationnel et les risques juridique et comptable ;
- La fonction " Inspection " dont le rôle est de vérifier l'application correcte des procédures et le respect des normes internes ;
- La fonction "Audit interne" qui travaille en permanence sur la qualité et la sécurité des processus de traitement et de contrôle, de manière à maintenir les différents risques à des niveaux acceptables ;
- Et la fonction "Secrétariat Permanent du Contrôle Général" ; qui assure la gestion administrative de cette structure.



Gestion des risques

Comité d'Audit

Outre les travaux entrant dans le cadre de ses attributions statutaires, la principale action réalisée par le Comité d'Audit en 2006 est l'élaboration par le Crédit Agricole du Maroc, d'un projet de Charte d'Audit, qui a fait l'objet d'un examen par le Comité, lors de sa réunion du 6 décembre 2006, et sera soumis au Conseil de Surveillance pour validation.

Traitements bancaires

Au cours de l'exercice 2006 et suite à l'intégration de la BMAO, les traitements bancaires ont enregistré une évolution sensible en termes de volume et de valeur. Cette évolution s'est traduite en matière de traitement en back-office des opérations du réseau par l'augmentation de 41% du volume de la compensation des chèques et effets avec un rythme moyen de 3600 valeurs par jour, pour un montant annuel de plus de 40 milliards de dirhams (+46% par rapport à 2005).

NOMBRE DES VIREMENTS

+76%

60 milliards de dirhams

En outre, l'évolution de l'activité a enregistré une augmentation du nombre des virements de 113% portant sur un montant annuel dépassant 60 milliards de dirhams (+76%), des livraisons de nouvelles cartes bancaires (+24.500), de carnets de chèques de 5% (148.000 carnets en 2006) et du nombre de contrats Emprunteur de 117% pour s'établir à 22.600 contrats.

Toutefois, les contrats d'assurance At émine Al Akhdar ont accusé une légère baisse de 5% pour s'établir à 11.287 contrats.

Parallèlement à ces actions, plusieurs projets ont été initiés durant l'année 2006 :

- Dématérialisation des traitements des chèques sur la place de Casablanca conformément au calendrier dicté par Bank Al-Maghrib ;
- Externalisation de la prestation du transport de fonds, en vue de contribuer sensiblement à la maîtrise des risques et à l'optimisation de la gestion de la trésorerie, des encaisses des agences et des délais d'approvisionnements et de désapprovisionnements ;
- Mise en place et application de la Convention conclue avec CDG Capital pour les volets conservation des titres, confection des chéquiers et compensation ;
- Intégration complète des équipes Back Office de l'ex-BMAO concernant les activités du portefeuille centrale, des virements, des titres, de la bancassurance, des moyens de paiement et renforcement du contrôle comptable ;
- Prise en charge des nouveaux déploiements de GAB, contribution à l'augmentation du portefeuille - porteurs cartes et à la mise en place de nouveaux produits, tels que Visa Gold Plus, Emerald



Organisation

Pour répondre aux exigences du plan d'entreprise CAP 2008 et de l'évolution de l'environnement et des métiers liés à l'activité internationale, le Crédit Agricole du Maroc a opéré de nouveaux aménagements organisationnels qui ont touché les entités dépendant du Pôle Banque de Financement et d'Investissement.

Ces aménagements visent à faciliter la mise en oeuvre de la stratégie d'intervention du Crédit Agricole du Maroc sur les marchés de capitaux et l'exploitation des opportunités d'affaires à l'International, en tant qu'activités génératrices de profit. Ces aménagements ont concerné les Directions des Activités de Marché et de l'International. Par ailleurs, cette restructuration a été appuyée par

Le chantier du Schéma Directeur Informatique (SDI) représente un véritable projet d'entreprise

l'institution de trois Comités spécialisés, en l'occurrence, le Comité " des Activités Internationales ", chargé de la définition et du pilotage de la stratégie de la Banque à l'international, le Comité " d'Investissement ", chargé de mettre en oeuvre la stratégie d'intervention sur les marchés financiers et le Comité " Marché des Marocains Résidents à l'Étranger ", pour consolider le positionnement de la Banque sur ce segment.

Pour sa part, la Direction du Recouvrement et du Contentieux a été également réorganisée et scindée en deux



Système d'Information

Sous Directions comprenant sept Départements opérationnels et un Département Administratif.

La sous Direction du Recouvrement Normal constituée des Départements du Recouvrement Normal, de la Coordination des Unités de Recouvrement Régionales et de la Gestion des Bases de Données et Reporting. Quant à la sous Direction du Recouvrement Contentieux, elle comprend les Départements du Recouvrement Amiable, des Procédures Contentieuses, des Débiteurs Spéciaux et du Suivi des Procédures Collectives.

Enfin, ces aménagements structurels ont été renforcés par la création de la Centrale des Garanties, rattachée à la Direction du Suivi des Risques, pour mieux sécuriser les engagements de la Banque et par la mise en place d'un nouvel organigramme constitué de six Pôles d'activité dont un est dédié au développement rural.

Systemes d'information

Le chantier du Schéma Directeur Informatique (SDI), ouvert par le Crédit Agricole du Maroc, représente un véritable projet d'entreprise qui engage tout autant les métiers de la banque, les activités de support que les fonctions informatiques.

Il s'agit de définir la vision bancaire des métiers du Crédit Agricole du Maroc à l'horizon 2008-2009 et de déterminer la contribution du système d'information et des

dernières technologies aux nouveaux besoins des utilisateurs. Les travaux du schéma directeur informatique, menés par un cabinet international, ont couvert l'ensemble des métiers et activités de la Banque.

Les principes directeurs du système d'information cible, axés sur l'Excellence Opérationnelle et la Proximité Client, ont été définis et visent à développer des processus industriels sécurisés et à garantir un recentrage des points de vente et des Directions Régionales sur leurs fonctions commerciales avec une mutualisation des centres de production au sein des Divisions Régionales.

Le renforcement et la centralisation du pilotage des activités et des projets par la maîtrise des processus, le contrôle interne et la maîtrise des risques sont également au centre des préoccupations de ce nouveau système.

Toutefois, les missions spécifiques de service public qui sont assignées au Crédit Agricole du Maroc, supposent des fonctionnalités particulières qu'il convient d'intégrer au système d'information, de façon séparée et sans impacter le cœur du système d'information bancaire.

Ainsi, la mise en œuvre du schéma directeur informatique a été appuyée par des mesures d'accompagnement, dont notamment la mise en place de la Direction de l'Organisation et du Pilotage des Projets, pour assurer un pilotage centralisé des grands projets de la banque.

Fonction comptable

Tout aussi primordiale que le schéma directeur informatique, la fonction comptable a également été soumise à un diagnostic qui a relevé des dysfonctionnements aux niveaux du système d'information, des process et du contrôle.

Les dysfonctionnements relevés au niveau du système d'information ont trait aux méthodes, aux délais traitements et à la production des Reporting. Au niveau des process, il s'agit d'instaurer une séparation des tâches de traitement, de contrôle et de régularisation au niveau de la comptabilité. Quant au contrôle, il connaît une insuffisance de contrôle de second niveau et un référentiel comptable non formalisé.

En réaction à ce diagnostic, des actions ont été entreprises en 2006, de manière à remédier à certains dysfonctionnements au niveau de ces trois leviers :

Automatisation du traitement des informations comptables

Les opérations traitées manuellement par le agences, par les Directions de l'international et des Activités de Marchés ont été recensées et automatisées, en plus de l'instauration au niveau de la Direction du Système d'Information, d'un contrôle des journées non traitées envoyées aux centres concernés.

la fonction comptable
a également été soumise
à un diagnostic

S'agissant de la transmission des journées comptables, un système de transfert sécurisé (CFT) a été mis en place avec des avis de confirmation. Ce mécanisme a réduit le risque de non prise en charge totale ou partielle des journées comptables. Aussi, la transmission des transactions est, désormais, gérée par un mode de transmission par flux (SIMT) qui a été généralisé. Ces dispositifs ont été renforcés par la mise en place d'un système de génération automatique des états Bank Al-Maghrib et de reporting internes à travers la solution Bank Reporting System (BRS).

Process

Concernant les process, les principales actions réalisées ont consisté en la mise en place d'une nouvelle organisation de la fonction comptable, axée sur la maîtrise des chaînes de traitement par la séparation des tâches de traitement des procédures et contrôle comptable et de l'arrêté et reporting. A cet effet, la formalisation des fiches de poste est opérée pour délimiter la responsabilité de la justification des comptes ainsi que la centralisation de l'archivage des pièces comptables du réseau au niveau de la fonction comptable.

Contrôle

Dans ce domaine, de nouvelles instructions ont été définies pour régir le suivi et le contrôle des comptes de liaison, avec la création d'une structure dédiée spécialement au contrôle comptable et la formalisation du référentiel comptable.

Parallèlement à cette formalisation, un effort appréciable a été réalisé pour l'apurement de 3,7 milliards de dirhams

Fonction Comptable



des suspens anciens dans le cadre de la campagne d'assainissement des comptes de liaison.

Aussi, d'autres mesures viennent-elles compléter ce dispositif, en l'occurrence la migration de toutes les agences ex-BMAO vers le système du Crédit Agricole du Maroc et de la définition des instructions relatives à la comptabilité devise.

Par ailleurs et pour parachever ces réalisations, une batterie de mesures

d'accompagnement a été arrêtée et concerne l'acquisition et la mise en œuvre de progiciels comptable et interpréteur comptable, qui permettront la normalisation du référentiel comptable sous forme automatique et transparente, l'adoption d'une solution de lettrage quotidien automatique facilitant la réconciliation des comptes NOSTRI, de liaison et des comptes internes, la mise en place d'une comptabilité devise, l'assainissement du référentiel clientèles et l'optimisation de la solution BRS.

RÉSEAU DU CAM

345 POINTS
DE VENTE

315 en 2005







Rapport financier





Rapport général des Commissaires aux Comptes

Exercice du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2006

1. Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, du Crédit Agricole du Maroc au 31 décembre 2006, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de KDH 665 527 (y compris les subventions, fonds publics affectés pour KDH 239 235) dont un bénéfice net de l'exercice de KDH 147 595 sont la responsabilité des organes de gestion de la Banque. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que de la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

OPINION SUR LES ETATS DE SYNTHESE

2. Au 31 décembre 2006, les créances en souffrance du Crédit Agricole du Maroc présentant un encours de 7,3 Milliards de dirhams font l'objet d'une provision pour dépréciation à hauteur de 4,5 milliards de dirhams. L'application, au 31 décembre 2006, des règles prudentielles prévues par la Circulaire N° 19/G/2002 de Bank Al-Maghrib en matière de couverture des créances en souffrance par des provisions fait ressortir une insuffisance correspondante de provisions de 280 millions de dirhams.

Par ailleurs, dans le cadre des actions menées en vue du respect intégral par le Crédit Agricole des différentes autres dispositions de la Circulaire susmentionnée, l'opération de recensement et d'évaluation de l'ensemble des garanties détenues en couverture des engagements, demeure en cours au 31 décembre 2006.

2. A notre avis, à l'exception de la situation décrite au paragraphe 2 ci-dessus, les états de synthèse cités au premier paragraphe donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du Crédit Agricole du Maroc au 31 décembre 2006 ainsi que du

3. résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

4. Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les situations suivantes :

- a. Des créances d'un montant d'environ 1 Milliard de dirhams au 31 décembre 2006, principalement agricoles, présentent des difficultés de recouvrement liées essentiellement à des conditions climatiques défavorables. Elles remplissent aussi les critères de déclassement et de provisionnement édictés par Bank Al-Maghrib. Selon les organes de gestion de la banque, cette population spécifique de créance qui fait l'objet d'un suivi particulier ne présente pas de risque final. En exécution des instructions des pouvoirs publics, et notamment des mesures adoptées par le Conseil de Gouvernement réuni le 28 mars 2007, des aides et des soutiens lui ont été accordés. D'autres mécanismes à l'étude, s'inscrivant dans le cadre des dispositions de la loi 15-99 portant réforme du Crédit Agricole du Maroc, devraient permettre à la banque de continuer à assurer sa mission de service et d'être prémunie contre les pertes susceptibles d'être engendrées par cette catégorie de créances.
- b. Notre rapport de commissariat aux comptes relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2005 faisait part de travaux d'analyse et d'apurement en cours à la clôture de l'exercice et portant sur les comptes de suspens ainsi que sur certains comptes du bilan et du hors bilan. Nous n'étions pas en conséquence, en mesure de déterminer la nature et le montant des ajustements comptables qui auraient pu s'avérer nécessaires à l'issue de ces travaux.

Les analyses et travaux effectués au cours de l'exercice 2006 portant sur les mêmes comptes ont permis d'identifier des risques qui ont donné lieu à la constitution de provisions complémentaires de 30 millions de dirhams. La provision globale ainsi constituée, pour couvrir ces risques s'élève au 31 décembre 2006 à 61 millions de dirhams.

- c. Les principes et méthodes que la banque applique pour l'évaluation de ses créances et garanties, notamment les aspects relatifs aux décotes prévues par l'article N° 22 de la circulaire N°19/G/2002 de BAM, sont détaillés dans l'état A1 de l' ETIC.

VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Directoire destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Banque.

Casablanca, le 28 avril 2007

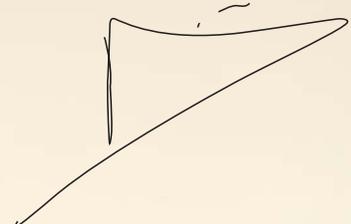
Les Commissaires aux Comptes

Coopers & Lybrand (Maroc) S.A.



Abdelaziz ALMECHATT

ERNST & YOUNG



Ali BENNANI

Résultats Financiers

1- Marge d'intérêt

Sous l'effet conjugué de la baisse du coût moyen des ressources et à l'accroissement de la productivité des emplois, la marge d'intérêt s'est établie au 31 décembre 2006 à 1 282 millions de dirhams, en hausse de 4,1% par rapport à la fin de l'exercice 2005 (1 233 millions de dirhams).

2- Produit Net Bancaire (PNB)

Suite à l'évolution favorable des commissions et autres produits bancaires qui se sont chiffrés à 445 millions de dirhams contre 167 millions de dirhams en 2005, le PNB, en progression de 22%, ressort à 1.674 millions de dirhams contre 1.371 millions de dirhams enregistrés à la fin de l'exercice 2005.

3- Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation hors amortissements se sont établies à fin 2006 à 739 millions de dirhams, en hausse de 64 millions de dirhams ou 9% par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse est due principalement à l'extension du réseau et à la modernisation des moyens d'exploitation de la Banque. A périmètre constant, les charges d'exploitation hors amortissement ont augmenté de 40 millions de dirhams ou 6% par rapport à 2005.

Quant aux amortissements des immobilisations, ils se sont situés à 129 millions de dirhams en augmentation de 38 millions de dirhams par rapport à 2005. Cette hausse est liée pour l'essentiel aux investissements de l'exercice qui se sont élevés à 173 millions de dirhams.

RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION

826

620 millions de dirhams en 2005



Ainsi, l'accroissement du PNB à un rythme deux fois supérieur à celui des charges générales d'exploitation a conduit à une amélioration du coefficient d'exploitation qui ressort à 51,8% au 31 décembre 2006 contre 55,9% à fin 2005 soit une amélioration de 4,1 points de base.

RÉSULTAT NET

147

millions de dirhams

4- Résultat Brut d'Exploitation (RBE)

L'amélioration du PNB, combinée à la maîtrise des charges, a permis au Crédit Agricole du Maroc d'enregistrer un résultat brut d'exploitation de 826 millions de dirhams au 31 décembre 2006, contre 620 millions de dirhams en 2005, soit une progression de 206 millions de dirhams ou 32,3 %.

5- Dotations aux provisions

Poursuivant son effort de provisionnement des CES, le Crédit Agricole a effectué en 2006 une dotation nette des reprises aux provisions de 632 millions de dirhams contre 323 millions de dirhams en 2005 (+95,6%).

6- Résultat courant

Le résultat de l'exercice 2006 découlant de l'activité courante de la Banque, ressort à 197 millions de dirhams contre 122 millions de dirhams en 2005, soit une amélioration de 61,5%.

7- Résultat net

Les efforts appréciables en matière de développement de l'activité rentable de la Banque, ont permis de réaliser en 2006, un résultat net positif de 147 millions de dirhams.







E tats de Synthèse



BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2006

(En milliers de dirhams)

ACTIF

	déc 06	déc 05
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	617 510	661 123
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 562 166	2 712 324
A vue	1 057 337	2 511 790
A terme	504 829	200 534
Créances sur la clientèle	24 361 399	22 053 830
Crédits de trésorerie et à la consommation	10 771 468	9 329 473
Crédits à l'équipement	8 964 564	7 694 058
Crédits immobiliers	1 800 247	1 458 017
Autres crédits	2 825 119	3 572 281
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	12 714 860	5 803 339
Bons du Trésor et valeurs assimilées	11 031 295	4 854 458
Autres titres de créance	1 226 813	945 823
Titres de propriété	456 752	3 057
Autres actifs	1 451 399	1 295 712
Titres d'investissement		
Bons du Trésor et valeurs assimilées		
Autres titres de créance		
Titres de participation et emplois assimilés	45 994	186 252
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations incorporelles	358 917	368 705
Immobilisations corporelles	1 391 822	1 331 753
Total de l'Actif	42 504 067	34 413 038

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2006

(En milliers de dirhams)

PASSIF	déc 06	déc 05
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 936 089	6 395 888
A vue	1 012 621	57 320
A terme	4 923 467	6 338 568
Dépôts de la clientèle	34 348 189	26 659 153
Comptes à vue créditeurs	20 108 496	17 859 336
Comptes d'épargne	3 833 578	3 337 694
Dépôts à terme	9 464 171	4 753 194
Autres comptes créditeurs	941 944	708 930
Titres de créance émis		
Titres de créance négociables		
Emprunts obligataires		
Autres titres de créance émis		
Autres passifs	819 397	906 684
Provisions pour risques et charges	232 722	208 957
Provisions réglementées		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	239 235	263 659
Dettes subordonnées	502 142	0
Ecart de réévaluation	361 368	361 368
Réserves et primes liées au capital	479 487	479 487
Capital	2 820 513	1 820 513
Actionnaires.Capital non versé (-)	(700 000)	0
Report à nouveau (+/-)	(2 682 671)	(404)
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	0	230
Résultat net de l'exercice (+/-)	147 595	(2 682 497)
Total du Passif	42 504 067	34 413 038

HORS BILAN AU 31 DECEMBRE 2006

(En milliers de dirhams)

HORS BILAN	déc 06	déc 05
ENGAGEMENTS DONNES	3 541 535	2 368 334
1. Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
2. Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	1 671 700	1 021 162
3. Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	470 000	250 000
4. Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1 399 835	1 097 172
5. Titres achetés à réméré		
6. Autres titres à livrer		
ENGAGEMENTS RECUS		
7. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
8. Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés		
9. Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
10. Titres vendus à réméré		
11. Autres titres à recevoir		

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

du 01/01/2006 au 31/12/2006

(En milliers de dirhams)

	déc 06	déc 05
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	2 543 885	2 229 725
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	74 832	57 100
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 666 146	1 755 443
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	351 659	240 770
Produits sur titres de propriété	5 136	8 796
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Commissions sur prestations de service	109 470	94 612
Autres produits bancaires	336 642	73 003
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	870 240	859 196
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	212 257	125 752
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	596 487	558 565
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	0	136 142
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Autres charges bancaires	61 497	38 737
PRODUIT NET BANCAIRE	1 673 645	1 370 529
Produits d'exploitation non bancaire	23 060	25 536
Charges d'exploitation non bancaire	0	302
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	867 947	765 856
Charges de personnel	511 006	477 217
Impôts et taxes	21 125	21 406
Charges externes	206 114	173 512
Autres charges générales d'exploitation	19 658	10 843
Dotations aux amortissements et aux provisions des immob. incorp et corporelles	110 043	82 878
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	1 185 660	776 620
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature	605 993	566 589
Pertes sur créances irrécouvrables	504 085	154 502
Autres dotations aux provisions	75 582	55 529
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	553 528	268 998
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	534 449	238 610
Récupérations sur créances amorties		
Autres reprises de provisions	19 079	30 388
RESULTAT COURANT	196 625	122 286
Produits non courants	5 202	243 870
Charges non courantes	41 482	3 037 465
RESULTAT AVANT IMPOTS	160 345	(2 671 309)
Impôts sur les résultats	12 750	11 188
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	147 595	(2 682 497)

ETAT DES SOLDES DE GESTION

DU 01/01/2006 AU 31/12/2006

(En milliers de dirhams)

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

	déc 06	déc 05
+ Intérêts et produits assimilés	2 092 637	2 053 314
- Intérêts et charges assimilés	810 885	820 494
MARGE D'INTERET	1 281 752	1 232 820
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
+ Commissions perçues	127 696	100 940
- Commissions servies	183	140
Marge sur commissions	127 513	100 800
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	373	-
+ Résultat des opérations sur titres de placement	276 451	300
+ Résultat des opérations de change	32 084	65 937
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	308 907	66 237
+ Divers autres produits bancaires	5 208	8 796
- Diverses autres charges bancaires	49 736	38 124
PRODUIT NET BANCAIRE	1 673 645	1 370 529
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	3 957	-9 779
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	16 210	25 536
- Autres charges d'exploitation non bancaire	-	302
- Charges générales d'exploitation	867 947	765 856
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	825 864	620 128
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	575 629	482 481
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	53 610	15 362
RESULTAT COURANT	196 625	122 286
RESULTAT NON COURANT	(36 280)	(2 793 595)
- Impôts sur les résultats	12 750	11 188
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	147 595	(2 682 497)

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

	déc 06	déc 05
+ RESULTAT NET DE L'EXERCICE	147 595	(2 682 497)
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	110 043	82 878
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	2 894	9 914
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	-	-
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	-	-
- Plus-values de cession sur immobilisations incorp & corporell	1 493	4 788
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorpo & corpor	-	302
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	6 850	237 169
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	25 399
- Reprises de subventions d'investissement reçues	10 424	10 565
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	241 765	(2 816 526)
- Bénéfices distribués	-	-
+ AUTOFINANCEMENT	241 765	(-2 816 526)

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

DU 01/01/2006 AU 31/12/2006

(En milliers de dirhams)

	déc 06	déc 05
1. Produits d'exploitation bancaire perçus	2 544 257	2 229 725
2. Récupérations sur créances amorties	0	0
3. Produits d'exploitation non bancaire perçus	28 262	269 406
4. Charges d'exploitation bancaire versées	(872 614)	(1 318 857)
5. Charges d'exploitation non bancaire versées	(41 482)	(3 037 767)
6. Charges générales d'exploitation versées	(739 130)	(682 977)
7. Impôts sur les résultats versés	(12 750)	(11 188)
I. Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	906 543	(2 551 658)
Variation de :		
8. Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 150 158	(511 840)
9. Créances sur la clientèle	(2 913 563)	(2 811 668)
10. Titres de transaction et de placement	(6 771 263)	(1 614 020)
11. Autres actifs	(154 912)	57 762
12. Immobilisations données en crédit-bail et en location	0	0
13. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	(459 799)	3 376 375
14. Dépôts de la clientèle	7 689 036	8 574 063
15. Titres de créance émis	0	(4 136 014)
16. Autres passifs	(87 286)	(283 863)
II. Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	(1 547 630)	2 650 795
III. Flux de Trésorerie Nets Provenant des activités D'exploitation (I+II)	(641 086)	99 136
17. Produit des cessions d'immobilisations financières		
18. Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	1 797	
19. Acquisition d'immobilisations financières		(7 149)
20. Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(182 041)	(1 162 278)
21. Intérêts perçus		
22. Dividendes perçus		
IV. Flux de Trésorerie Nets Provenant des Activités D'investissement	(180 244)	(1 169 426)
23. Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	(24 425)	(56 845)
24. Emission de dettes subordonnées	502 142	0
25. Emission d'actions		
26. Remboursement des capitaux propres et assimilés		
27. augmentation des capitaux propres et assimilés	300 000	1 461 368
28. Intérêts versés		
29. Dividendes versés		
V. Flux de Trésorerie Nets Provenant des activités de Financement	777 717	1 404 524
VI. Variation Nette de la Trésorerie (III+IV+V)	(43 613)	334 234
VII. Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	661 123	326 889
VIII. Trésorerie à la clôture de l'exercice	617 510	661 123

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES AU 31 DECEMBRE 2006

(En milliers de dirhams)

	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total déc-2006	Total déc-2005
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	99 336	562	25 128	336 865	461 891	1 165 984
VALEURS RECUES EN PENSION		106 427			106 427	1 066 968
- au jour le jour		106 427			106 427	1 066 968
- à terme						
COMPTES ET PRETS DE TRESORERIE		1 049 817			1 049 817	699 152
- au jour le jour		549 817			549 817	500 000
- à terme		500 000			500 000	199 152
PRETS FINANCIERS						
AUTRES CREANCES		35 322			35 322	129 593
INTERETS COURUS A RECEVOIR	1 131	7 039	1 005		9 175	1 307
CREANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL	100 466	1 199 168	26 133	336 865	1 662 632	3 063 004

CREANCES SUR LA CLIENTELE AU 31 DECEMBRE 2006

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total déc-2006	Total déc-2005
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE	1 361 672	254 214	4 673 665	3 787 225	10 076 776	8 814 984
- Comptes à vue débiteurs	1 344 869	254 214	2 514 761	1 264 564	5 378 408	4 862 626
- Créances commerciales sur le maroc	5 143		288 563	314 736	608 442	407 334
- Crédits à l'exportation			51 749	48 077	99 826	51 668
- Autres crédits de trésorerie	11 660		1 818 592	2 159 848	3 990 100	3 493 356
CREDITS A LA CONSOMMATION				482 815	482 815	326 331
CREDITS A L'EQUIPEMENT	66 270		3 886 848	4 675 830	8 628 948	7 324 349
CREDITS IMMOBILIERS			166 503	1 617 013	1 783 516	1 440 372
AUTRES CREDITS			1 212	217 357,00	218 569	396 295
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE				-	-	-
INTERETS COURUS A RECEVOIR				645 894	645 894	575 513
CREANCES EN SOUFFRANCE				2 524 881	2 524 881	3 175 986
- Créances pré-douteuses				0	0	3 731
- Créances douteuses				27 325	27 325	27 295
- Créances compromises				2 497 556	2 497 556	3 144 960
TOTAL	1 427 942	254 214	8 728 228	13 951 015	24 361 399	22 053 830

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR CREANCES SUR LA CLIENTELE

(En milliers de dirhams)

	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total déc-2006	Total déc-2005
			financiers	non financiers		
TITRES COTES	441 292	0	0	15 460	456 752	3 057
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES OBLIGATIONS AUTRES TITRES DE CREANCE TITRES DE PROPRIETE	441 292			15 460	456 752	3 057
TITRES NON COTES	657 407	11 031 295		569 406	12 258 108	5 800 281
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES OBLIGATIONS AUTRES TITRES DE CREANCE TITRES DE PROPRIETE	657 407	11 031 295		569 406	11 031 295 569 406 657 407	4 854 458 583 524 362 299
TOTAL	1 098 699	11 031 295	0	584 866	12 714 860	5 803 339

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT AU 31 DECEMBRE 2006

(En milliers de dirhams)

	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES OBLIGATIONS AUTRES TITRES DE CREANCE TITRES DE PROPRIETE						
TITRES DE PLACEMENT	12 415 338	12 414 793	10 848 354			546
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES OBLIGATIONS AUTRES TITRES DE CREANCE TITRES DE PROPRIETE	10 749 435 560 476 648 129 457 298	10 749 435 560 476 648 129 456 753	9 639 749 560 476 648 129			546
TITRES D'INVESTISSEMENT						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES OBLIGATIONS AUTRES TITRES DE CREANCE						
Total	12 415 338	12 414 793	10 848 354	0	0	546

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES AU 31 DECEMBRE 2006

(En milliers de dirhams)

DÉNOMINATION DE LA SOCIÉTÉ ÉMETTRICE	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
BANK AL AMAL	Banque	500 000	1,02	5 096	5 096	31/12/05	528 352	22 738	
Fonds de soutien Bank Al Amal				250	250				
DAR ADDAMANE	Banque	75 000	0,67	548	443	31/12/05	60 733	(19 932)	
AFREXIMBANK	Banque	1 210 623		4 727	4 727				
SONADAC	Habitat	291 556	3,43	10 000	5 326	31/12/05	155 293	(44 176)	
HOLDAGRO	Agro-Ind.	18 000	83,33	15 000	672	31/12/05	804	(89)	
FRUMAT	Agro-Ind.	130 000	11,15	14 499	0				
MAROC SERVICE INTERMEDIATION	Service	10 000	10	1 000	812	31/12/05	8 125	1 056	
WORLD TRADE CENTER	Service	3 500	2,73	96	0				
C/C WORLD TRADE CENTER	Service			55	0				
INTERBANK	Banque	11 500	12,2	1 403	1 403	31/12/05	12 006	127	
CMI	Service	98 200	10,18	10 000	9 313	31/12/05	91 457	5 582	
MAROCLEAR	Service	20 000	2,32	464	464	31/12/05	62 608	10 804	
LAITERIE DU NORD	Agro-Ind.	27 000	2,78	750	455	31/12/05	13 790	(307)	
AGRO CONCEPT	Agro-Ind.	1 000	33	330	99	31/12/05	301	(124)	
SUNABEL	Agro-Ind.	30 000	1,04	311	311	31/12/05	267 293	(147 085)	
SOGETA	Agriculture	400 800	0,07	300	0				
S N D E	Agriculture	2 950	3,39	100	0				
SONACOS	Agro-Ind.	34 000		50	50	30/04/05	54 957	(6 754)	
COMAPRA	Agro-Ind.	66 800		8	0	30/06/05	(66 788)	(8 212)	
COMPTOIR ARTISANAL				2	0				
CMM	ECA			200	128	31/12/05	44 720	6 379	
FIROGEST				250	250				
FONDS INVESTISSEMENT ORIENTAL				2 688	2 688				
SAFACRED	ECA			5 085	5 085	31/12/05	10 310	139	
SMAEX	Assurance			356	356	31/12/05	85 087	1 579	
SAFABOURSE	ECA			5 274	5 274	31/12/05	24 840	6 222	1 120
AGRAM INVEST				1 000	1 000				
IGRANE				1 587	1 587				
REGIONAL GESTION				180	180				
SWIFT	Service			23	23				
TOTAL				81 631	45 994				1 120

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES AU 31 DECEMBRE 2006

(En milliers de dirhams)

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total déc-2006	Total déc-2005
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS			3 685		3 685	33 183
VALEURS DONNEES EN PENSION			52 219		52 219	
- au jour le jour			52 219		52 219	
- à terme						
EMPRUNTS DE TRESORERIE			897 881		897 881	120 775
- au jour le jour						
- à terme			897 881		897 881	120 775
EMPRUNTS FINANCIERS	10 905	3 528 162		1 268 227	4 807 294	6 014 959
AUTRES DETTES		163 669			163 669	153 413
INTERETS COURUS A PAYER				11 341	11 341	73 558
TOTAL	10 905	3 691 831	953 785	1 279 568	5 936 089	6 395 888

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

AU 31 DECEMBRE 2006

(En milliers de dirhams)

NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Reclassements	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
						Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	395 452	12 534	0		407 986	26 747	22 323	0	49 070	358 917
- Droit au bail	8 659	500			9 159	0			0	9 159
- Immobilisations en recherche et développement										
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	386 793	12 034			398 827	26 747	22 323		49 070	349 758
- Immobilisations incorporelles hors exploitation										
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 896 581	169 507	5 689	8 756	2 051 643	565 329	99 878	5 385	659 821	1 391 822
- Immeubles d'exploitation	1 031 399	22 387	0	0	1 053 786	110 609	26 611	0	137 219	916 567
• Terrain d'exploitation	181 151	0	0		181 151	0			0	181 151
• Immeubles d'exploitation. Bureaux	846 634	22 387			869 021	110 609	26 611		137 219	731 802
• Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	3 614	0			3 614				0	3 614
- Mobilier et matériel d'exploitation	446 064	74 118	5 689	0	514 494	321 217	41 899	5 385	357 732	156 762
• Mobilier de bureau d'exploitation	151 605	10 756			162 361	116 515	8 729		125 244	37 118
• Matériel de bureau d'exploitation	5 432	61			5 493	368	53		422	5 072
• Matériel Informatique	210 428	50 062			260 489	148 098	24 697		172 795	87 694
• Matériel roulant rattaché à l'exploitation	65 573	10 952	5 689		70 836	50 175	6 686	5 385	51 476	19 360
• Autres matériels d'exploitation	13 026	2 287			15 313	6 061	1 735		7 795	7 518
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	160 165	42 326			202 491	91 887	27 080		118 967	83 524
- Immobilisations corporelles hors exploitation	216 750	23 616	0	8 756	231 609	41 616	4 287	0	45 903	185 706
• Terrains hors exploitation	59 040	10 186			69 226					69 226
• Immeubles hors exploitation	88 868	6 600		8 756	86 712	26 094	1 122		27 216	59 496
• Mobiliers et matériel hors exploitation	14 269	1 637			15 906	11 620	269		11 889	4 017
• Autres immobilisations corporelles hors exploitation	54 572	5 193			59 765	3 902	2 897		6 799	52 966
- Immobilisations en cours	42 203	7 060			49 263					49 263
TOTAL	2 292 033	182 041	5 689	8 756	2 459 630	592 075	122 201	5 385	708 891	1 750 739

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE AU 31 DECEMBRE 2006

(En milliers de dirhams)

	Encours au déc-06	Encours au déc-05
Engagements de financement et de garantie donnés	3 541 535	2 368 334
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	1 671 700	1 021 162
Crédits documentaires import	1 671 700	857 995
Acceptations ou engagements de payer	-	163 167
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	470 000	250 000
Crédits documentaires export confirmés	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Garantie de crédits donnés	-	-
Autres cautions, avals et garantie donnés	470 000	250 000
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1 399 835	1 097 172
Garantie de crédits données	-	-
Cautions et garanties données	1 157 738	232 787
Autres cautions, avals et garantie donnés	242 096	864 385
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de financement et de garantie reçus	-	-
Engagements de financement et de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Ouverture de crédit documentaire confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-

DETAIL DES AUTRES ACTIFS AU 31 DECEMBRE 2006

(En milliers de dirhams)

	décembre-06	décembre-05
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES		
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES		
DEBITEURS DIVERS	448 917	581 357
Sommes dûes par l'Etat	369 570	487 259
Sommes dûes par les organismes de prévoyance		
Sommes diverses dûes par le personnel	2 330	1 826
Divers autres débiteurs	77 017	92 272
VALEURS ET EMPLOIS DIVERS	14 058	438
COMPTES DE REGULARISATION	986 622	712 114
Comptes d'ajustement d'opérations de hors bilan		
Comptes d'écart sur devises et titres	702 199	514 985
Résultats sur produits dérivés de couverture		
Charges à répartir sur plusieurs exercices	82 011	70 338
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	115 288	104 305
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	10 905	14 812
Autres comptes de régularisation	76 219	7 674
CREANCES EN SOUFFRANCE SUR OPERATIONS DIVERSES	1 803	1 803
TOTAL	1 451 399	1 295 712

CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2006

(En milliers de dirhams)

	Encours 31/12/2005	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2006
CAPITAUX PROPRES				
Ecart de réévaluation	361 368			361 368
Réserve légale				
Autres réserves				
Primes d'émission, de fusion et d'apport	479 487			479 487
Capital	1 820 513	0	300 000	2 120 513
Capital appelé	1 820 513	0	1 000 000	2 820 513
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Actionnaires. Capital non versé			(700 000)	(700 000)
Report à nouveau (+/-)	(404)	(2 682 267)		(2 682 671)
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	230	(230)		0
Résultat net de l'exercice (+/-) 2005	(2 682 497)	2 682 497		0
Résultat net de l'exercice (+/-) 2006			147 595	147 595
TOTAL	(21 303)	0	447 595	426 293

DETAIL DES AUTRES PASSIFS AU 31 DECEMBRE 2006

(En milliers de dirhams)

	décembre-06	décembre-05
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS		
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	2 867	3 038
CREDITEURS DIVERS	413 856	372 286
Sommes dûes à l'Etat	214 374	152 168
Sommes dûes aux organismes de prévoyance	26 267	27 454
Sommes diverses dûes au personnel	4 287	5 294
Sommes diverses dûes au actionnaires et associés	9 068	9 068
Fournisseurs de biens et services	13 390	14 466
Divers autres créditeurs	146 469	163 837
COMPTES DE REGULARISATION	402 675	531 360
Comptes d'ajustement d'opérations de hors bilan		
Comptes d'écart sur devises et titres		10 908
Résultats sur produits dérivés de couverture		
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc		162 445
Charges à payer et produits constatés d'avance	69 286	59 208
Autres comptes de régularisation	333 389	298 800
CREANCES EN SOUFFRANCE SUR OPERATIONS DIVERSES		
TOTAL	819 397	906 684

PROVISIONS AU 31 DECEMBRE 2006

(En milliers de dirhams)

	Encours 31/12/2005	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2006
PROVISIONS					
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	4 850 402	626 020	(534 449)	0	4 941 973
créances sur les établissements de crédit et assimilés					
créances sur la clientèle	4 426 402	600 000	(534 449)		4 491 953,2
titres de placement		546			546
titres de participation et emplois assimilés	33 243	2 894		(500)	35 637
immobilisations en crédit-bail et en location					
autres actifs	390 756	22 581		500	413 837
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	208 986	56 101	(19 079)	(13 287)	232 722
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	21 150				21 150
Provisions pour risques de change	108 083	17 181	(17 942)	(13 287)	94 035
Provisions pour risques généraux					0
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	79 754	38 920	(1 137)		117 537
Provisions réglementées					
TOTAL GENERAL	5 059 388	682 121	(553 528)	(13 287)	5 174 694

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES AU 31 DECEMBRE 2006

(En milliers de dirhams)

TITRES	Opérations de couverture		Autres des opérations	
	31/12/06	31/12/05	31/12/06	31/12/05
Opérations de change à terme	1 102 703			
Devises à recevoir	538 125			
Dirhams à livrer	548 325			
Devises à livrer	8 116			
Dirhams à recevoir	8 136			
Dont swaps financiers de devises				
Engagements sur produits dérivés				
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change				
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments				
TOTAL				

VENTILATION DES EMPLOIS & DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

(En milliers de dirhams)

ACTIFS	Mois				Années			Total 8
	Durée ≤ 1 1	1 < Durée ≤ 3 2	3 < Durée ≤ 12 3	6 < Durée ≤ 12 4	1 < Durée ≤ 2 5	2 < Durée ≤ 5 6	Durée > 5 7	
Valeurs en caisse, banques centrales, trésor public, Sce des chèques postaux								500 000
Créances sur les établissements de crédit & assimilés	500 000							500 000
Créances sur la clientèle	689 873	161 209	328 092	936 496	3 050 868	4 122 112	6 223 241	15 511 891
Titres de transaction, de placement et d'investissement			200	400	1 827	2 942	6 583	11 952 331
Créances subordonnées								
Crédit-bail & assimilé								
TOTAL	1 189 873	161 209	528 092	1 336 496	4 877 794	7 064 514	12 806 244	27 964 222
PASSIF								
Banques centrales, trésor public, Sce des chèques postaux								3 539 067
Dettes sur les établissements de crédit & assimilés					3 539 067			3 539 067
Dépôts de la clientèle	1 796 895	1 296 427	3 843 810	1 629 856	800 605			9 367 593
Titres de créances émis								0
Subvention, fonds publics affectés & fonds spéciaux de garantie					213 049			213 049
Dettes subordonnées							500 000	500 000
TOTAL	1 796 895	1 296 427	3 843 810	1 629 856	1 013 654	0	500 000	13 619 709

MARGE D'INTERETS AU 31 DECEMBRE 2006

(En milliers de dirhams)

	décembre 06	décembre 05
Intérêts perçus	2 092 637	2 053 314
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	74 832	57 100
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 666 146	1 755 443
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	351 659	240 770
Intérêts servis	808 743	820 459
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	212 257	125 752
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	596 487	558 565
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	0	136 142
Marge d'intérêts	1 283 894	1 232 855

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE AU 31 DECEMBRE 2006

(En milliers de dirhams)

	décembre 06	décembre 05
PRODUITS ET CHARGES	Montant	Montant
PRODUITS	318 344	66 675
Gains sur les titres de transaction	-	-
Plus value de cession sur titres de placement	285 223	300
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	-	-
Gains sur les produits dérivés	-	-
Gains sur les opérations de change	33 121	66 375
CHARGES	9 436	438
Pertes sur les titres de transaction	-	-
Moins value de cession sur titres de placement	7 853	-
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	546	-
Pertes sur les produits dérivés	-	-
Pertes sur opérations de change	1 038	438
RESULTAT	308 907	66 237

AUTRES PRODUITS ET CHARGES AU 31 DÉCEMBRE 2006

(En milliers de dirhams)

	décembre 06	décembre 05
	Montant	Montant
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES		
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES		
Autres produits bancaires	336 642	72 703
- Gains sur titres de transaction	373	
- Plus-values de cession sur titres de placement	284 850	
- Produits sur opérations de change	51 347	72 703
- Divers autres produits bancaires	72	
Autres charges bancaires	61 497	38 702
- Charges sur moyens de paiement	183	
- cotisation au fonds de garantie	48 216	38 264
- Charges opération de change	1 038	438
- Moins values sur cession de titres	7 853	
- Autres charges	1 520	
- Provisions sur titres	546	
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE		
Produits d'exploitation non bancaire	23 060	25 536
Dont plus values de cession d'immobilisation	8 344	4 788
Dont subventions reçues	10 893	11 044
Dont autres produits non bancaires	3 824	9 704
Charges d'exploitation non bancaire	0	302
dont moins values de cession d'immobilisation	0	302
AUTRES CHARGES		
DOTATION AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	1 185 660	776 620
Dont dotation aux provisions pour créances en souffrance	600 000	561 929
Dont dotation aux provisions sur engagements par signature	-	4 660
Dont dotation aux provisions pour pertes de change	-	-
Dont dotation aux provisions pour litiges	-	-
Dont dotation aux provisions pour pertes & charges	78 682	45 479
Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	2 894	9 914
Dotations aux autres provisions	-	136
Dont pertes sur créances irrécouvrables	504 085	154 502
AUTRES PRODUITS		
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	553 528	268 998
Dont reprises de provisions pour créances en souffrance	534 449	238 610
Reprises de provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	-	-
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	135
dont reprises de provisions pour autres risques généraux	19 079	30 253
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS		
Produits non Courants	5 202	243 870
Charges non Courantes **	41 482	3 037 465
Dont pertes sur créances irrécouvrables		2 984 480
Dont indemnités de départs à la retraite	17 456	12 302
Dont charges diverses	24 025	40 683

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 31 DECEMBRE 2006

Montant du capital	2 820 512 800 dh
Montant du capital social souscrit et non appelé	700 000 000 dh
Valeur nominale des titres	100 dh

NOM DES PRINCIPAUX ACTIONNAIRES OU ASSOCIÉS	ADRESSE	NOMBRE DE TITRES DÉTENUS		PART DU CAPITAL DÉTENUE %
		EXERCICE PRÉCÉDENT	EXERCICE ACTUEL	
Etat Marocain		12 000 000	22 000 000	78,00%
MAMDA	Rue Abou Inane - Rabat	987 180	987 180	3,50%
MCMA	Rue Abou Inane - Rabat	987 179	987 179	3,50%
BNDE	Place des Alaouites - Rabat	4 230 769	4 230 769	15,00%
		18 205 128	28 205 128	100,00%

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE AU 31 DECEMBRE 2006

(En milliers de dirhams)

	Montants		
A- Origine des résultats affectés Décision n°2 de l'AGO du 29 mai 2006		B- Affectation des résultats	
Report à nouveau	(404)	Réserve légale	
Résultats nets en instance d'affectation	230	Dividendes	
Résultat net de l'exercice	(2 682 497)	Autres affectations (Report à nouveau)	(2 682 671)
Prélèvement sur les bénéfices			
Autres prélèvements			
TOTAL A	(2 682 671)	TOTAL B	(2 682 671)

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES AU 31 DECEMBRE 2006

(En milliers de dirhams)

	Exercice 2006	Exercice 2005	Exercice 2004
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	1 167 669	242 357	1 520 330
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	1 673 645	1 370 529	919 240
2- Résultat avant impôts	160 345	(2 671 309)	8 570
3- Impôts sur les résultats	12 750	11 188	8 556
4- Bénéfices distribués			
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	147 595	(2 682 497)	13
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale			
Bénéfice distribué par action ou part sociale			
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	511 006	477 217	392 373
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice (en nombre)	2 981	2 938	2 653



